

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 520 du 04.04.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Khalid Amayreh : L'Autorité de Ramallah est-elle tout simplement en train de capituler devant Israël ?

1-2 Julien Salingue : Réflexions sur le soulèvement palestinien qui vient.

1-3 Julien Salingue : Vers une « Troisième Intifada » ?

1-4 Leila Mazboudi : Les amis-créateurs d'Israël en prennent plein la « gueule ».

1-5 Jonathan Cook : Selon un rapport d'économistes Israéliens Israël a dérobé aux Palestiniens plus de 2 milliards de dollars.

1-6 Réflexions sur le soulèvement palestinien qui vient.

1-7 Xavière Jardez : Mossad, permis de tuer. La grande hypocrisie occidentale.

1-8 Le cynisme des dirigeants israéliens n'a d'égal que celui de nos propres gouvernants.

1-9 Fausto Giudice : Un oubli réparé... Une devise pour Israël.

1-10 GL David Petraeus : Israël Met Des Vies Américaines En Danger.

2 Annexe

2-1 John Pilger : Passez une bonne guerre mondiale, braves gens.

2-2 Nicolas Ténèze : Le phantasme du bouclier antimissile 1/3.

2-3 James Petras : L'aveu des présidents des principales organisations juives américaines.

2-4 Ennahar/ Mohammed Ben Kemoukh : Israël envisage de rapatrier 10.000 juifs d'Algérie.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Khalid Amayreh : L'Autorité de Ramallah est-elle tout simplement en train de capituler devant Israël ?

À peine l'administration Obama a-t-elle annoncé la reprise de pourparlers « indirects » entre Israël et l'AP de Ramallah, que les Israéliens annoncent de nouveaux plans d'expansion des colonies juives dans Jérusalem-Est occupée et dans d'autres parties de la Cisjordanie.

Abbas : ex-président de la défunte Autorité Palestinienne et actuel chef de son résidu, l'Autorité de Ramallah, reçoit Joe Biden, vice-président américain et connu comme sioniste fanatique.

Ce mardi, alors que le vice président américain Joe Biden arrosait Israël avec les habituelles louanges excessives, le ministère israélien de l'Intérieur, dirigé par Eli Yeshai, a annoncé ses plans pour construire 1600 unités de logements pour les colons juifs à Jérusalem-Est.

Un peu plus tôt, le ministre israélien de la défense, Ehud Barak, avait déjà approuvé la construction de 112 unités supplémentaires pour colons en Cisjordanie, mettant de fait un terme à la demi-décision prise antérieurement de geler partiellement l'expansion des colonies juives durant une période huit mois.

L'agrandissement continu des colonies juives de peuplement en Cisjordanie est destiné à décapiter une bonne fois pour toutes les perspectives de création d'un Etat palestinien viable.

En fait, il est plus que clair que la stratégie israélienne de saper la perspective d'un État palestinien est en train de réussir, malgré les faibles objections américaines et les dérisoires protestations palestiniennes et arabes.

En dernière analyse, les États-Unis lancent des paroles sans contenu et font des promesses peu crédibles à propos de leurs efforts pour la paix, alors qu'Israël met la Cisjordanie en pièces et transforme en rêve inaccessible l'idée d'un Etat palestinien.

Les dernières mesures israéliennes devraient aussi être considérées comme une profonde insulte vis à vis des dirigeants arabes qui ont décidé de « donner une chance à la paix » en avalisant la reprise de pourparlers indirects mais apparemment tout à fait futiles entre un Israël insolent — gouverné par les éléments les plus fascistes et vindicatifs de son histoire — et une direction palestinienne impuissante, en faillite, ayant presque totalement abandonné ses responsabilités nationales.

Que peut-on dire d'une entité montée de toutes pièces qui empêche de lutter contre les ennemis du peuple palestinien, comme si sa servilité honteuse amènerait Israël à reconsidérer ses noirs desseins et permettrait au peuple palestinien de recouvrir ses droits et sa dignité ?

Les dernières provocations israéliennes mettent aussi en pleine lumière la faillite totale de l'approche politique arabe officielle défendue par les régimes égyptien, saoudien et jordanien. Ces régimes sont d'avis que plus les Palestiniens feront de concessions et de sacrifices pour faire « la paix avec Israël, » plus Israël montrera de bonne volonté envers les Palestiniens.

De toute évidence, les despotes arabes, qui se distinguent surtout en tourmentant et opprimant leurs propres peuples pour le plus grand bénéfice d'Israël et des États-Unis, ne savent pas qu'Israël est très semblable à un crocodile vicieux : plus de viande vous lui donnez, plus il en exigera.

Il est vraiment triste pour les Palestiniens que leur cause si juste soit confiée à une direction si faible, qui elle-même dépend de dictatures arabes totalement impuissantes et en faillite qui iront jusqu'à n'importe quelle extrémité pour apaiser Israël et son allié et tuteur, à savoir les États-Unis.

La direction palestinienne a finalement obtenu ce qu'elle demandait des soi-disant dirigeants arabes : une approbation arabe de sa reculade par rapport à sa posture initiale qui était de refuser de reprendre les pourparlers moribonds avec Israël, les enfants des rues eux-mêmes sachant bien que cela ne mènerait nulle part, si ce n'est à plus de frustration et de capitulation.

En effet, les faibles réactions de l'AP [de Ramallah] aux récentes provocations israéliennes soulignent l'état pathétique d'un « leadership » qui a perdu tout contact avec la réalité après avoir perdu contact avec le peuple.

Une telle direction, non seulement ne parviendra à gagner quoi que ce soit pour la cause palestinienne, mais continuera à aller d'un désastre à l'autre, tout cela au nom du réalisme, du pragmatisme et de la paix ... !

L'extension prévue de nouvelles colonies juives, de façon à coïncider avec la visite en Palestine occupée du vice-président Biden, sert aussi de message de défi à Obama, apparemment complètement paralysé par le lobby juif américain qui est prêt à affronter son administration pour le compte d'Israël.

En fait, le comportement israélien est très révélateur. Il signifie aux Américains que peu importe leurs éloges et leur engouement affiché pour Israël, l'Etat juif fera ce qu'il veut, et sans tenir compte des caprices du goy « noir » qui habite la Maison Blanche.

Biden, un vieil inconditionnel d'Israël, est allé aussi loin que possible dans la prostitution politique américaine en louant et glorifiant Israël, un état qui se nourrit des assassinats, des vols de terres et des agressions, le tout dans l'espoir que ces étreintes dépravées avec le fascisme israélien ouvriront une brèche dans l'attitude israélienne.

Biden a déclaré : « la pierre angulaire de nos relations est notre absolu, total, sincère engagement envers la sécurité d'Israël. » Biden a également dit à Shimon Peres, le héros impuni du massacre de Qana, que « C'est bon d'être à la maison ! ».

Eh bien ... Avec des hommes politiques en totale faillite morale, prêts à vendre et à prostituer leur pays en cédant face à un état qui l'année dernière s'est lancé dans une série de crimes de guerre néo-nazis dans la bande de

Gaza, Israël n'est soumis à aucune pression ni aucune obligation d'afficher le moindre respect pour les dirigeants des Etats-Unis.

Ce sont ces dirigeants-là qui ont, après tout, vendu leur pays, et Israël ne fait que suivre l'ordre normal des choses.

Je ne sais vraiment pas quand l'Autorité palestinienne et ses alliés arabes despotiques se rendront compte que la paix avec Israël est impossible, étant donné qu'Israël n'a pour réels objectifs que le nettoyage ethnique et le colonialisme au détriment des droits nationaux du peuple palestinien.

De même, je ne sais pas combien de temps encore les officiels de l'AP [de Ramallah] vont continuer à produire le même genre de communiqués insipides à propos des dégâts produits par les provocations israéliennes sur le fameux processus de paix, un processus basé sur la tromperie et le mensonge.

Ce qui est clair, c'est que l'Autorité Palestinienne et les tyrans arabes ont atteint un nouveau niveau de dépravation et de dégringolade morale et qu'absolument rien de bon ni de positif ne peut être attendu d'eux.

Le poète arabe a dit : « Celui qui se déshonore lui-même se rendra plus vulnérable à la honte. Une blessure infligée à un corps mort ne cause pas de douleur. »

Khalid Amayreh

12 Mars

The Palestinian Information Center - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.palestine-info.co.uk/en/...>

Traduction de l'anglais : Al Mukhtar

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8335

1-2 Julien Salingue : Réflexions sur le soulèvement palestinien qui vient.

Au cours des dernières semaines, la question palestinienne a occupé, à plusieurs reprises, le devant de la scène médiatique. A l'heure où nous écrivons, deux événements cristallisent l'attention : le mini-scandale diplomatique consécutif à l'annonce par le Ministère israélien de l'Intérieur, en pleine visite du Vice-Président des Etats-Unis Joe Biden, de la construction de 1600 nouveaux logements dans les colonies de Jérusalem ; la reprise des affrontements, à Jérusalem et dans plusieurs villes de Cisjordanie, entre manifestants palestiniens, pour la plupart très jeunes, et forces de sécurité israéliennes.

Décalage

Certains ont semblé surpris. Ne parlait-on pas, depuis plusieurs mois, d'une « accalmie », propice à la « remise en route du processus négocié » ? La reprise des visites d'émissaires européens et états-uniens ne laissait-elle pas supposer qu'enfin, le « processus de paix » allait pouvoir redémarrer ? Les deux protagonistes (Autorité Palestinienne et Gouvernement israélien) n'avaient-ils pas déclaré, chacun de leur côté, qu'ils étaient prêts à « faire des concessions » en vue d'un « retour à la table des négociations » ? Enfin, la population palestinienne ne bénéficiait-elle pas d'une « amélioration de ses conditions de vie », élément favorable à un « retour de la confiance » et à des « discussions en vue d'un accord global » ?

Les récents événements ont révélé à quel degré la rhétorique diplomatique était en décalage flagrant avec la réalité du terrain et à quel point les évolutions de la situation en Israël et dans les territoires palestiniens étaient en totale contradiction avec ce que véhiculent nombre de gouvernements et de médias occidentaux. Car ce qui s'est produit ces dernières semaines n'est pas un accident : les projets israéliens de colonisation de Jérusalem-Est et les manifestations palestiniennes ne sont pas des dérapages qui viendraient contredire une logique de fond « globalement positive ». Ce sont bien au contraire les expressions les plus visibles des tendances lourdes à l'œuvre au Proche-Orient.

Pour comprendre ce qui se trame en ce moment en Israël et dans les territoires occupés, il est indispensable de s'élever au-dessus du chaos des événements et de revenir sur la nature profonde du conflit qui oppose Israël au peuple palestinien. Il ne s'agit évidemment pas de dire que « rien ne change » et de se débarrasser de l'actualité, mais bien d'analyser cette actualité en la situant dans l'histoire du conflit, afin de percevoir ce qu'elle nous révèle quant aux probables évolutions de la question palestinienne.

La fiction du « processus de paix »

Les mots ayant un sens, il convient d'interroger l'idée même de « processus de paix », qui revient comme une ritournelle dans l'actualité proche-orientale. Dans son acception la plus courante, le « processus de paix israélo-palestinien » se serait ouvert au début des années 1990, et se serait matérialisé par la signature des Accords d'Oslo (1993-1994) qui promettaient, selon nombre de commentateurs et diplomates, « la fin du conflit israélo-palestinien ». Ce « processus de paix » aurait été à plusieurs reprises « interrompu », mais il existerait toujours, suspendu au-dessus des événements, attendant d'être « relancé ».

La réalité est bien différente, et les Palestiniens nous l'ont rappelé à au moins deux reprises au cours des 10 dernières années. En septembre 2000 tout d'abord, lorsque la population de Gaza et de Cisjordanie s'est soulevée pour exprimer sa colère contre la poursuite de l'occupation israélienne, de la colonisation et de la répression. En janvier 2006 ensuite, lorsque les Palestiniens ont élu, lors du scrutin législatif, un parlement largement dominé par le Hamas, organisation politique alors ouvertement hostile au processus négocié et prônant la poursuite de la résistance, y compris armée, contre Israël.

Les Palestiniens étaient-ils devenus fous ? Non. Les Palestiniens, contrairement aux diplomates, vivent en Palestine. Ils ont vu le nombre de colons implantés en Cisjordanie et à Jérusalem doubler entre 1993 et 2000. Ils ont vu sortir de terre des centaines de barrages israéliens et des dizaines de routes réservées aux colons, qui ont

subordonné le moindre de leurs déplacements au bon vouloir des autorités israéliennes. Ils ont vu Jérusalem coupée du reste de la Cisjordanie. Ils ont vu la Bande de Gaza coupée du reste du monde. Ils ont vu, à partir de septembre 2000, une répression israélienne sans précédent, des milliers de maisons détruites, des dizaines de milliers d'arrestations, des milliers de morts et des dizaines de milliers de blessés. Ils ont vu un mur, qui les enferme dans des ghettos. Ils n'ont vu ni paix, ni processus.

Les Accords d'Oslo : l'occupation par d'autres moyens

« Depuis le début, on peut identifier deux conceptions sous-jacentes au processus d'Oslo. La première est que ce processus peut réduire le coût de l'occupation grâce à un régime palestinien fantôme, avec Arafat dans le rôle du policier en chef responsable de la sécurité d'Israël. L'autre est que le processus doit déboucher sur l'écroulement d'Arafat et de l'OLP. L'humiliation d'Arafat, sa capitulation de plus en plus flagrante conduiront progressivement à la perte de son soutien populaire. L'OLP va s'effondrer ou succomber à des luttes internes. (...). Et il sera plus facile de justifier la pire oppression quand l'ennemi sera une organisation islamiste fanatique »^[1]

Ces lignes, écrites en février 1994 par l'Universitaire israélienne Tanya Reinhart, semblent, *a posteriori*, prophétiques. Mais Tanya Reinhart n'avait rien d'une medium : elle avait compris, avant d'autres, ce qu'était réellement le processus d'Oslo. Quiconque lit de près les textes signés à partir de 1993 se rend bien compte qu'il a affaire à tout autre chose que des « accords de paix ». Les questions essentielles comme l'avenir de Jérusalem, le sort des réfugiés palestiniens, les colonies israéliennes... sont absentes des accords et sont renvoyées à d'hypothétiques « négociations sur le statut final ». On n'y trouve pas non plus mention du « retrait » de l'armée israélienne des territoires occupés, mais seulement de son « redéploiement ».

Quelles qu'aient été les intentions ou les illusions des négociateurs palestiniens quant à un hypothétique « Etat palestinien », la vérité d'Oslo est ailleurs : Israël, qui occupe alors toute la Palestine, s'engage à se retirer progressivement des plus grandes agglomérations palestiniennes et à en confier la gestion à une entité administrative conçue pour l'occasion, l'Autorité Palestinienne (AP). L'AP doit prendre en charge la gestion de ces zones et faire la preuve qu'elle est capable d'y maintenir le calme, au moyen notamment d'une « puissante force de Police »^[2]. Tout « progrès » dans le processus négocié est subordonné aux « bons résultats » de l'AP dans le domaine sécuritaire. L'occupation et la colonisation se poursuivent, et l'AP est chargée de maintenir l'ordre dans la société palestinienne. L'ordre colonial, donc^[3].

Les contradictions d'Israël et du sionisme

Les Accords d'Oslo n'ont été, dans leur logique, qu'une réactualisation d'un vieux projet israélien connu sous le nom de « Plan Allon ». Du nom d'un Général travailliste, ce plan, soumis au Premier Ministre israélien Levi Eshkol en juillet 1967, entendait répondre à la situation nouvelle créée par la Guerre de juin 1967, au terme de laquelle Israël avait conquis, notamment, toute la Palestine. Ygal Allon avait identifié, avant beaucoup d'autres, les contradictions auxquelles Israël et le projet sioniste seraient tôt ou tard confrontés, et se proposait de les résoudre le plus pragmatiquement possible.

Lorsqu'à la fin du 19^{ème} Siècle le jeune mouvement sioniste se fixe pour objectif l'établissement d'un Etat juif en Palestine, 95% des habitants de ce territoire sont des non-juifs. Convaincus que l'antisémitisme européen révèle l'impossibilité pour les Juifs de cohabiter avec les nations européennes, les sionistes préconisent leur départ vers la Palestine afin qu'ils y deviennent majoritaires et puissent y établir leur propre Etat. Le premier Congrès sioniste (1897) entérine donc le principe de la « colonisation systématique de la Palestine », à une époque où nationalisme sur une base ethnique et colonialisme ont le vent en poupe.

C'est en novembre 1947 que l'ONU adopte le principe du « partage de la Palestine » entre un Etat juif (55% du territoire) et un Etat arabe (45%). Les Juifs représentent alors environ 1/3 de la population. Les armées du nouvel Etat d'Israël vont conquérir militairement nombre de régions théoriquement attribuées à l'Etat arabe : en 1949, Israël contrôle 78% de la Palestine. Afin que soit préservé le caractère juif de l'Etat, les non-Juifs sont systématiquement expulsés : 80% des Palestiniens, soit 800 000 d'entre eux, sont contraints à l'exil. Ils n'ont jamais pu retourner sur leurs terres.

La Guerre de 1967 a été une « Guerre de 1948 ratée ». Si la victoire militaire israélienne est incontestable et si Israël contrôle 100% de la Palestine, cette fois-ci les Palestiniens ne sont pas partis. Or Israël prétend être un Etat « juif et démocratique » : attribuer des droits aux Palestiniens, c'est renoncer au caractère juif de l'Etat ; ne pas leur en attribuer, c'est renoncer à ses prétentions démocratiques. Allon propose donc d'abandonner les zones palestiniennes les plus densément peuplées en leur attribuant un semblant d'autonomie tout en conservant le contrôle sur l'essentiel des territoires conquis : quelques îlots palestiniens au milieu d'un océan israélien.

De la guerre des pierres à l'Intifada électorale

C'est la philosophie du Plan Allon qui guide les gouvernements israéliens dans les années 70 et 80, même s'ils repoussent autant que possible le moment où ils accorderont quelques droits aux Palestiniens. La 1^{ère} Intifada (déclenchée fin 1987), soulèvement massif et prolongé de la population de Cisjordanie et de Gaza, change la donne. Au tournant des années 90 la question palestinienne est un facteur d'instabilité au Moyen-Orient, zone stratégique sur laquelle les Etats-Unis veulent assurer leur emprise après la chute de l'URSS. L'administration US contraint Israël à négocier : ce sont les Accords d'Oslo, qui « offrent » aux Palestiniens... un semblant d'autonomie sur les zones les plus densément peuplées.

Yitzak Rabin, souvent présenté comme « celui par lequel la paix aurait pu arriver », était pourtant très clair : « L'Etat d'Israël intégrera la plus grande partie de la Terre d'Israël à l'époque du mandat britannique, avec à ses côtés une entité palestinienne qui sera un foyer pour la majorité des Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un Etat et qu'elle administre, de manière indépendante, la vie des

Palestiniens qui seront sous son autorité. Les frontières de l'Etat d'Israël (...) seront au-delà des lignes qui existaient avant la Guerre des 6 jours. Nous ne reviendrons pas aux lignes du 4 juin 1967 »^[4]. Il ajoutait plus loin qu'Israël annexerait la majorité des colonies et conserverait la souveraineté sur Jérusalem, sa « capitale une et indivisible », et sur la Vallée du Jourdain.

La population palestinienne a rapidement constaté qu'Israël n'avait pas l'intention de renoncer à contrôler la quasi-totalité de la Palestine : la colonisation s'est accélérée, les expulsions se sont multipliées et les Palestiniens ont été de plus en plus cantonnés dans des zones encerclées par l'armée et les colonies. Tandis que la situation de la population s'est dégradée, une minorité de privilégiés, membres ou proches de la direction de la nouvelle Autorité Palestinienne, s'est considérablement enrichie et a coopéré avec Israël de manière ostensible dans les domaines sécuritaire et économique : en septembre 2000, les Palestiniens se soulèvent de nouveau.

La « 2^{ème} Intifada » est écrasée par Israël, qui va en outre marginaliser Yasser Arafat, considéré comme trop réticent à signer un accord de reddition définitive. Israël et les Etats-Unis favorisent l'ascension de Mahmoud Abbas (Abu Mazen) qui participera, par exemple, à un sommet avec Bush et Sharon, en juin 2003, alors qu'Arafat est enfermé à Ramallah. A la mort du vieux leader, Abu Mazen est mal élu Président de l'Autorité Palestinienne en janvier 2005 (participation relativement faible, pas de candidat du Hamas). Abu Mazen ayant besoin d'une légitimité parlementaire pour faire accepter un accord avec Israël, des élections législatives sont organisées en janvier 2006. La victoire du Hamas est sans appel : par son vote, la population a clairement signifié son refus de toute capitulation et sa volonté de continuer à lutter.

La fin de la parenthèse d'Oslo

La victoire du Hamas a révélé le caractère totalement irréaliste du « projet Oslo », entendu comme la possibilité de régler la question palestinienne par la constitution de cantons administrés par un gouvernement indigène qui serait à la fois conciliant avec Israël, légitime et stable. Mais la « communauté internationale » n'a rien voulu entendre : boycott du gouvernement Hamas, soutien au blocus israélien sur Gaza, reconnaissance du « gouvernement d'urgence » nommé par Abu Mazen en Cisjordanie... Les Etats-Unis et l'Union Européenne continuent à agir comme si un « retour à Oslo » était possible et souhaitable.

Or, comme on l'a vu, c'est précisément le « Processus de paix » qui a débouché sur la « deuxième Intifada » et sur la prise du pouvoir par le Hamas, alors seule organisation capable d'allier à la fois soutien matériel à la population, critique du processus négocié et poursuite de la résistance à Israël. Lorsque certains parlent d'un indispensable « retour à la situation d'avant septembre 2000 », on a envie de leur demander si ce n'est pas précisément « la situation d'avant septembre 2000 » qui a provoqué... le soulèvement de septembre 2000 ! Les tergiversations et gesticulations diplomatiques actuelles traduisent en réalité un constat d'échec. Chacun prend progressivement conscience de la fin de la parenthèse d'Oslo, et tandis que certains s'acharnent aveuglément à vouloir ressusciter un cadavre, d'autres cherchent des solutions alternatives : de la proclamation d'un Etat palestinien sans frontières à une administration jordanienne des cantons palestiniens, en passant par l'envoi de troupes de l'ONU à Gaza, les idées fusent, même les plus fantaisistes. Cet empressement à « trouver une solution » résulte en réalité d'une compréhension, même partielle, des deux logiques réellement à l'œuvre sur le terrain : le renforcement de l'emprise israélienne sur la Cisjordanie et Jérusalem ; la remobilisation de la population palestinienne. Un cocktail explosif.

Le renforcement de l'emprise israélienne

Parlons de Jérusalem, tout d'abord. L'attention se focalise sur la construction de 1600 nouveaux logements. Et alors ? Oubliés, les 200 000 colons qui vivent à Jérusalem et dans sa périphérie ? Oubliées, les dizaines d'expulsions et de démolitions de maisons palestiniennes au cours de ces derniers mois ? Les 1600 nouveaux logements ne sont pas un accident, ils s'inscrivent dans une logique assumée depuis 1967 : la judaïsation de Jérusalem et son isolement du reste des territoires palestiniens, pour contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur la ville.

Parlons, ensuite, de la Cisjordanie. Si l'afflux des aides internationales a permis à l'Autorité Palestinienne de Ramallah de payer les fonctionnaires, il est très audacieux de parler d'une reprise économique réelle. Le PIB palestinien a globalement augmenté en 2009 mais demeure inférieur de 35% à celui de 1999. En outre, cette augmentation globale dissimule des disparités flagrantes : le secteur du bâtiment a certes progressé de 24%, mais la production agricole est en chute de 17%...

De plus le contrôle israélien sur la Cisjordanie n'a pas été remis en cause : « L'appareil de contrôle est devenu de plus en plus sophistiqué et efficace quant à sa capacité à affecter tous les aspects de la vie des Palestiniens (...). L'appareil de contrôle comprend un système de permis, des obstacles physiques (...), des routes interdites, des interdictions d'entrée dans de vastes parties de la Cisjordanie (...). Il a transformé la Cisjordanie en un ensemble fragmenté d'enclaves économiques et sociales isolées les unes des autres ». C'est la Banque Mondiale qui le dit, dans un rapport de février 2010^[5].

Enfin, depuis l'annonce d'un « gel temporaire » de la colonisation en novembre dernier, Israël a autorisé la mise en chantier de 3600 logements, poursuivant une politique qui a vu, l'an passé, le nombre de colons installés en Cisjordanie augmenter de 4.9% tandis que l'ensemble de la population israélienne ne croissait que de 1.8%. *Last but not least*, le 3 mars dernier Netanyahu déclarait que même en cas d'accord avec les Palestiniens, il était exclu qu'Israël renonce à son contrôle sur la vallée du Jourdain...

Parlons, aussi, de Gaza. Sous blocus, les Gazaouis vivent une catastrophe économique et sociale sans précédent. En l'espace de 2 ans, 95% des entreprises ont fermé et 98% des emplois du secteur privé ont été détruits. La liste des produits interdits à l'importation est un catalogue à la Prévert : livres, thé, café, allumettes, bougies, semoule, crayons, chaussures, matelas, draps, tasses, instruments de musique... L'interdiction

d'importer du ciment et des produits chimiques empêche la reconstruction des infrastructures détruites lors des bombardements de 2008-2009, qu'il s'agisse des maisons ou des stations d'épuration, avec les conséquences sanitaires que l'on imagine.

Vers une troisième Intifada ?

Comment s'étonner, dès lors, que la colère monte chez les Palestiniens ? Les récents événements font suite à de nombreuses initiatives qui, bien que n'ayant guère eu d'écho médiatique, témoignaient d'une remobilisation de la population palestinienne. Entre autres : de multiples manifestations, dans les villages autour de Béthléem ou d'Hébron, contre les extensions des colonies et les confiscations de terres ; des défilés hebdomadaires, dans les villages de Ni'lin et Bi'lin, contre la construction du Mur et les expropriations ; 3000 manifestants à Jérusalem, le 6 mars, contre les projets de colonisation et les expulsions...

La répression contre cette remobilisation a fait un saut qualitatif au cours des derniers mois. Les manifestations ont été systématiquement dispersées à coup de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Le nombre d'arrestations et d'incursions israéliennes a augmenté de manière spectaculaire depuis le début de l'année 2010. Les autorités israéliennes ont récemment décrété que les villages de Bi'lin et Ni'lin, symboles de la lutte populaire et non-violente, auraient dorénavant le statut peu enviable de « zones militaires fermées » chaque vendredi (jour de manifestation), et ce pour une durée de 6 mois.

Sommes-nous au début d'une « 3^{ème} Intifada » ? Il est probablement trop tôt pour répondre à cette question, mais il est néanmoins évident que nombre de conditions sont réunies pour qu'une fois de plus les Palestiniens protestent de manière visible et massive contre le sort qui leur est fait. Les divisions actuelles au sein du Mouvement National palestinien et la faible structuration politique de la société palestinienne, atomisée par les « années Oslo », interdisent d'envisager un soulèvement du même type que celui de 1987. On peut au contraire s'attendre à des confrontations entre les forces de sécurité palestiniennes de Cisjordanie, supervisées par le Général états-unien Keith Dayton, et les manifestants.

Mais les Palestiniens des territoires occupés, et notamment les plus jeunes (50% de la population palestinienne a moins de 15 ans), ne se laisseront pas intimider par quelques uniformes, qu'ils soient palestiniens ou israéliens. Et il est certain qu'ils ne se contenteront pas de « négociations indirectes », faisant l'impasse sur l'essentiel (l'occupation de la Cisjordanie, le blocus de Gaza, Jérusalem, les colonies, le sort des réfugiés, les prisonniers) menées par un Mahmoud Abbas décrédibilisé et inaudible. Les événements de ces derniers jours l'indiquent clairement : nul ne peut prédire avec certitude dans quels délais, mais la population palestinienne se fera de nouveau entendre.

^[1] Article de février 1994, cité dans T. Reinhart, *Détruire la Palestine*, éditions La Fabrique, 2002, p. 42.

^[2] *Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autogouvernement* (DOP), article 3.

^[3] Pour une analyse plus détaillée des Accords d'Oslo, on pourra se reporter à mon article *Retour sur... Les Accords d'Oslo* en ligne sur [mon blog](#).

^[4] *Address to the Knesset by Prime Minister Rabin on the Israel-Palestinian Interim Agreement*, 5 oct 1995, disponible (en anglais) sur [le site du Ministère des Affaires Etrangères israélien](#).

^[5] *Checkpoints and Barriers : Searching for Livelihoods in the West Bank and Gaza*, disponible (en anglais) sur [le site de la Banque Mondiale](#).

Julien Salingue

[Mondialisation.ca](#),

Le 25 mars 2010

Version publiée également sur le [blog de Julien Salingue](#)

1-3 Julien Salingue : Vers une « Troisième Intifada » ?

Il y a tout d'abord eu ce mini-scandale diplomatique consécutif à l'annonce par le Ministère israélien de l'Intérieur, en pleine visite du Vice-Président des Etats-Unis Joe Biden, de la construction de 1600 nouveaux logements dans les colonies de Jérusalem. Il y a eu ensuite cette journée du 16 mars où, à Jérusalem et dans plusieurs villes de Cisjordanie, des manifestants palestiniens, pour la plupart très jeunes, se sont affrontés aux forces israéliennes.

Et soudain, certains semblent découvrir que la rhétorique diplomatique en vogue (« reprise des pourparlers », « relance du processus de paix », « retour à la table des négociations ») est en décalage flagrant avec la réalité. Le gouvernement Netanyahu n'avait-il pourtant pas promis qu'il ferait des concessions ? La population palestinienne ne bénéficie-t-elle pas d'une amélioration de ses conditions de vie, propice à une « reprise du dialogue » ?

Quiconque observe de près la situation en Israël et dans les territoires palestiniens n'est guère surpris des récents événements. En effet il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais bien du développement des deux logiques à l'œuvre dans la dernière période : un renforcement de l'emprise israélienne sur la Cisjordanie et sur Jérusalem ; une remontée significative de la mobilisation dans les territoires palestiniens. Parlons, tout d'abord, de Jérusalem. 1600 nouveaux logements dans les colonies. Et alors ? Oublie-t-on que ce sont aujourd'hui environ 200 000 colons qui vivent à Jérusalem et dans sa périphérie ? Oublie-t-on les dizaines d'expulsions et de démolitions de maisons palestiniennes au cours de ces derniers mois ? Oublie-t-on que le « gel temporaire de la colonisation », annoncé par Netanyahu en novembre, ne concernait pas Jérusalem ? Les 1600 nouveaux logements ne sont pas un accident, ils s'inscrivent dans une logique revendiquée et assumée

depuis 1967 : la judaïsation de Jérusalem et son isolement du reste des territoires palestiniens, pour contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur la ville.

Parlons, ensuite, de la Cisjordanie. Si l'afflux des aides internationales a permis à l'Autorité Palestinienne de Ramallah de payer les salaires des fonctionnaires et de relancer partiellement l'économie, il est très audacieux, comme le reconnaissent le FMI et la Banque Mondiale dans leurs rapports, de parler d'une reprise économique réelle. Si le PIB palestinien a globalement augmenté en 2009, il demeure inférieur de 35% à celui de 1999. En outre, cette augmentation globale dissimule mal des disparités flagrantes : le secteur du bâtiment a certes progressé de 24%, mais la production agricole est en chute de 17%...

Qui plus est les évolutions dans le domaine économique n'ont pas remis en cause le contrôle israélien sur la Cisjordanie : « L'appareil de contrôle est devenu de plus en plus sophistiqué et efficace quant à sa capacité à affecter tous les aspects de la vie des Palestiniens (...). L'appareil de contrôle comprend un système de permis, des obstacles physiques (...), des routes interdites, des interdictions d'entrée dans de vastes parties de la Cisjordanie, et de manière encore plus notable la Barrière de Séparation. Il a transformé la Cisjordanie en un ensemble fragmenté d'enclaves économiques et sociales isolées les unes des autres ». C'est la Banque Mondiale qui le dit, dans un rapport de février 2010.

Enfin, depuis son annonce d'un « gel temporaire » de la construction de colonies, le gouvernement Netanyahu a autorisé la mise en chantier de 3600 logements, poursuivant une politique de colonisation systématique qui a vu, l'an passé, le nombre de colons installés en Cisjordanie augmenter de 4.9% tandis que l'ensemble de la population israélienne ne croissait que de 1.8%. Last but not least, le 3 mars dernier Netanyahu déclarait que même en cas d'accord avec les Palestiniens, il était exclu qu'Israël renonce à son contrôle sur la vallée du Jourdain...

Parlons de Gaza, enfin. Coupée du monde et soumise à un blocus renforcé depuis qu'elle a été déclarée « entité hostile » par l'Etat d'Israël en septembre 2007, la Bande de Gaza connaît une situation de catastrophe économique et sociale sans précédent. En l'espace de 2 ans, ce sont 95% des entreprises qui ont fermé et 98% des emplois du secteur privé qui ont été détruits. La liste des produits interdits à l'importation est un catalogue à la Prévert : livres, thé, café, allumettes, bougies, semoule, crayons, chaussures, matelas, draps, tasses, instruments de musique... L'interdiction d'importer du ciment et de nombreux produits chimiques empêche la reconstruction des infrastructures détruites lors des bombardements de 2008-2009, qu'il s'agisse des maisons ou des stations de traitement des eaux usées, avec les conséquences sanitaires que l'on imagine.

Comment s'étonner, dès lors, que la colère monte chez les Palestiniens ? Les événements du 16 mars font suite à de nombreuses initiatives qui, bien que n'ayant guère eu d'écho médiatique, témoignaient d'une remobilisation de la population palestinienne. Entre autres : de multiples manifestations, dans les villages autour de Béthléem ou d'Hébron, contre les extensions des colonies et les confiscations de terres ; des défilés hebdomadaires, dans les villages de Ni'lin et Bi'lin, contre la construction du Mur et les expropriations ; 3000 manifestants à Jérusalem, le 6 mars, contre les projets de colonisation et les expulsions...

La répression contre cette remobilisation a fait un saut qualitatif au cours des derniers mois. Les manifestations ont été systématiquement dispersées à coup de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Le nombre d'arrestations et d'incursions israéliennes dans les villes, villages et camps de réfugiés, a augmenté de manière spectaculaire depuis le début de l'année 2010. Les autorités israéliennes ont récemment décrété que les villages de Bi'lin et Ni'lin, symboles de la lutte populaire et non-violente, auraient dorénavant le statut peu enviable de « zones militaires fermées » chaque vendredi (jour de manifestation), et ce pour une durée de 6 mois.

Sommes-nous au début d'une « 3ème Intifada » ? Il est probablement trop tôt pour répondre à cette question, mais il est néanmoins évident que nombre de conditions sont réunies pour qu'une fois de plus les Palestiniens protestent de manière visible et massive contre le sort qui leur est fait. Ils ne se contenteront pas de « négociations indirectes », faisant l'impasse sur l'essentiel (l'occupation de la Cisjordanie, le blocus de Gaza, Jérusalem, les colonies, le sort des réfugiés, les prisonniers) menées par un Mahmoud Abbas décrédibilisé et inaudible. Les événements de ces derniers jours l'indiquent clairement : nul ne peut prédire avec certitude dans quels délais, mais la population palestinienne, composée à plus de 50% de jeunes de moins de 15 ans, se fera de nouveau entendre.

Julien Salingue

<http://juliansalingue.over-blog.com/article-vers-une-troisieme-intifada-47161169.html>

NB : Une version courte de cet article a été publiée dans l'Humanité du samedi 20 mars.

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Vers-une-Troisieme-Intifada.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Vers-une-Troisieme-Intifada.html>

1-4 Leila Mazboudi : Les amis-créateurs d'Israël en prennent plein la « gueule ».

Le mot pourrait sembler être trop excessif, mais il est certes le plus adéquat pour décrire les relations actuelles entre l'entité sioniste et les parties qui ont contribué à son implantation en Palestine.

C'est-à-dire, les États-Unis, la Grande Bretagne et aussi les Nations Unies.

En moins d'une semaine, tous trois ont subi les foudres des dirigeants sionistes, pour avoir exprimé, pourtant avec beaucoup de retenue, des positions qui n'en déplaisent à la direction israélienne.

S'agissant de la super puissance américaine, sans laquelle l'entité sioniste n'aurait jamais continué d'être, force est de constater le dénigrement total exprimé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu à l'encontre du

mécontentement de son président Barak Obama.

Pourtant ce dernier n'avait demandé que le gel des colonisations à Jérusalem-est occupée, le temps de donner aux dirigeants arabes (qui venaient d'acquiescer leur demande d'exhorter l'Autorité palestinienne à reprendre des négociations indirectes avec Israël) l'impression que l'administration américaine est sérieuse dans ses efforts de trouver un règlement au conflit au Proche Orient.

Or durant sa tournée américaine, Netanyahu a fait exprès de n'en faire qu'à sa tête. Même au moment où il rencontrait Obama à la Maison Blanche, il a permis que soit réitéré le même comportement qui avait provoqué la crise entre les deux parties, une semaine plus tôt. Selon des médias israéliens, la municipalité israélienne de Jérusalem AlQuds a donné son feu vert à l'édification de 20 logements à la place d'un hôtel palestinien à Jérusalem-est, dans la nuit de mardi à mercredi. Rappelant fortement l'annonce de la construction de 1600 logements durant la visite du vice-président américain Joe Biden.

Avant de rencontrer Obama, Netanyahu avait même haussé le ton contre Washington, menaçant d'entraver ses efforts en vue d'une solution au Moyen Orient : "Si les Américains soutiennent les demandes déraisonnables présentées par les Palestiniens concernant un gel de la construction à Jérusalem, le processus politique risque d'être bloqué pendant un an", avait-il lancé à des journalistes.

Cette force de dénigrement, Netanyahu l'a puisée d'une audience avec le Congrès américain, dont la présidente Nancy Pelosi lui a fait part de son appui total. Sans oublier la gorgée de soutien importante que lui avait procuré auparavant le congrès annuel de l'AIPAC, lobby sioniste de grande influence sur la politique étrangère des États-Unis.

Quant à la Grande Bretagne, sans laquelle l'entité sioniste n'aurait jamais vu le jour, il a suffi qu'elle prenne une minime mesure de rétorsion, en riposte à la fabrication de faux passeports dans l'affaire de Mabhouh, (pour garder la face auprès de ses alliés arabes des pays du Golfe) pour s'attirer les foudres des députés israéliens : « les britanniques sont des hypocrites, ...ils sont pire que les chiens qui sont fidèles, (ils sont) déloyaux..., des antisémites... , (ils cachent) leur antisémitisme dans leur antisionisme» sont des spécimens des insultes proférées par les membres de la Knesset, Arieh Eldad et Michael Ben Ari, après l'annonce de l'expulsion d'un diplomate israélien . (Voir l'article « la GB expulse un diplomate israélien, les députés la traitent de chien »). Même Ban Ki-Mon, le secrétaire général de l'organisation des Nations Unies n'a pas été épargné des humiliations israéliennes. Arrivé en Israël le vendredi dernier, aucun accueil officiel israélien ne lui a été réservé à l'aéroport de Ben Gourion, ce qu'il a lui-même ressenti comme étant « une profonde humiliation ». Le ministère des affaires étrangères israéliennes avaient argué pour expliquer son manquement aux règles diplomatiques internationales que Ban était arrivé dans la nuit de Sabbat, qui est un congé religieux durant lequel toute activité est suspendue. Mais il semble fort que c'est pour avoir voulu se rendre dans la bande de Gaza, proclamée terre interdite à tous les dirigeants du monde, que le numéro un de l'organisation onusienne (qui a promulgué le décret de la création d'un foyer juif en Palestine) a été puni par Israël.

Leila Mazboudi

24/03

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=130700&language=fr>

1-5 Jonathan Cook : Selon un rapport d'économistes Israéliens Israël a dérobé aux Palestiniens plus de 2 milliards de dollars.

Selon des économistes israéliens, Israël a dérobé aux Palestiniens plus de 2 milliards de dollars.

On a déduit de leur salaire des contributions diverses dont ils n'ont jamais bénéficié. Un nouveau rapport intitulé Vol d'État dit que l'extorsion a continué après l'établissement de l'autorité palestinienne en 1994. Les fonds auraient dû aller à une caisse spéciale pour les travailleurs.

Les officiels israéliens disent que la majorité des déductions salariales des travailleurs a été investie dans des projets d'infrastructure dans les Territoires Palestiniens, ce qui signifie probablement qu'ils ont couverts les généreux subsides offerts par l'État aux colonies.

Un des auteurs du rapport, Monsieur Shir Hever, un économiste basé à Jérusalem précise : « C'est un cas indubitable de vol à grande échelle. Je ne vois aucune raison qui permettrait à Israël de retarder le remboursement de ces fonds, soit aux travailleurs soit à leurs bénéficiaires. »

Les retenues réduisent le salaire net d'environ 20% qui servent à alimenter les diverses assurances (chômage, vieillesse, invalidité, santé) ainsi que les paiements pour le syndicat, les enfants, les vacances et les congés de maladie. Selon le rapport du Centre pour l'Information Alternative et de Kav La'Oved, 92 % de ces fonds ont été transférés au Ministère des finances. Le rapport donne une précision qui fait mal : ces fonds ont servi à acheter des fours portables pour les soldats qui l'année dernière pendant trois longues semaines ont attaqué Gaza.

Le Ministre des finances qualifie ce rapport d'inexact et de fallacieux mais il ne daigne pas expliquer sur quelle base il porte ce jugement.

Monsieur Hever dit que le service gouvernemental responsable des déductions avait d'abord refusé de révéler ces chiffres mais avait finalement accepté de le faire puisque des fuites à l'interne avaient déjà divulgué certaines statistiques significatives.

Adapté de « Israel Stole \$2bn from Palestinian Workers » par Jonathan Cook.

Distribué par PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

WWW.PAJUMONTREAL.ORG

1-6 Réflexions sur le soulèvement palestinien qui vient.

Au cours des dernières semaines, la question palestinienne a occupé, à plusieurs reprises, le devant de la scène médiatique.

A l'heure où nous écrivons, deux événements cristallisent l'attention : le mini-scandale diplomatique consécutif à l'annonce par le Ministère israélien de l'Intérieur, en pleine visite du Vice-Président des Etats-Unis Joe Biden, de la construction de 1600 nouveaux logements dans les colonies de Jérusalem ; la reprise des affrontements, à Jérusalem et dans plusieurs villes de Cisjordanie, entre manifestants palestiniens, pour la plupart très jeunes, et forces de sécurité israéliennes.

Décalage

Certains ont semblé surpris. Ne parlait-on pas, depuis plusieurs mois, d'une « accalmie », propice à la « remise en route du processus négocié » ? La reprise des visites d'émissaires européens et états-uniens ne laissait-elle pas supposer qu'enfin, le « processus de paix » allait pouvoir redémarrer ? Les deux protagonistes (Autorité Palestinienne et Gouvernement israélien) n'avaient-ils pas déclaré, chacun de leur côté, qu'ils étaient prêts à « faire des concessions » en vue d'un « retour à la table des négociations » ? Enfin, la population palestinienne ne bénéficiait-elle pas d'une « amélioration de ses conditions de vie », élément favorable à un « retour de la confiance » et à des « discussions en vue d'un accord global » ?

Les récents événements ont révélé à quel degré la rhétorique diplomatique était en décalage flagrant avec la réalité du terrain et à quel point les évolutions de la situation en Israël et dans les territoires palestiniens étaient en totale contradiction avec ce que véhiculent nombre de gouvernements et de médias occidentaux. Car ce qui s'est produit ces dernières semaines n'est pas un accident : les projets israéliens de colonisation de Jérusalem-Est et les manifestations palestiniennes ne sont pas des dérapages qui viendraient contredire une logique de fond « globalement positive ». Ce sont bien au contraire les expressions les plus visibles des tendances lourdes à l'œuvre au Proche-Orient.

Pour comprendre ce qui se trame en ce moment en Israël et dans les territoires occupés, il est indispensable de s'élever au-dessus du chaos des événements et de revenir sur la nature profonde du conflit qui oppose Israël au peuple palestinien. Il ne s'agit évidemment pas de dire que « rien ne change » et de se débarrasser de l'actualité, mais bien d'analyser cette actualité en la situant dans l'histoire du conflit, afin de percevoir ce qu'elle nous révèle quant aux probables évolutions de la question palestinienne.

La fiction du « processus de paix »

Les mots ayant un sens, il convient d'interroger l'idée même de « processus de paix », qui revient comme une ritournelle dans l'actualité proche-orientale. Dans son acception la plus courante, le « processus de paix israélo-palestinien » se serait ouvert au début des années 1990, et se serait matérialisé par la signature des Accords d'Oslo (1993-1994) qui promettaient, selon nombre de commentateurs et diplomates, « la fin du conflit israélo-palestinien ». Ce « processus de paix » aurait été à plusieurs reprises « interrompu », mais il existerait toujours, suspendu au-dessus des événements, attendant d'être « relancé ».

La réalité est bien différente, et les Palestiniens nous l'ont rappelé à au moins deux reprises au cours des 10 dernières années. En septembre 2000 tout d'abord, lorsque la population de Gaza et de Cisjordanie s'est soulevée pour exprimer sa colère contre la poursuite de l'occupation israélienne, de la colonisation et de la répression. En janvier 2006 ensuite, lorsque les Palestiniens ont élu, lors du scrutin législatif, un parlement largement dominé par le Hamas, organisation politique alors ouvertement hostile au processus négocié et prônant la poursuite de la résistance, y compris armée, contre Israël.

Les Palestiniens étaient-ils devenus fous ? Non. Les Palestiniens, contrairement aux diplomates, vivent en Palestine. Ils ont vu le nombre de colons implantés en Cisjordanie et à Jérusalem doubler entre 1993 et 2000. Ils ont vu sortir de terre des centaines de barrages israéliens et des dizaines de routes réservées aux colons, qui ont subordonné le moindre de leurs déplacements au bon vouloir des autorités israéliennes. Ils ont vu Jérusalem coupée du reste de la Cisjordanie. Ils ont vu la Bande de Gaza coupée du reste du monde. Ils ont vu, à partir de septembre 2000, une répression israélienne sans précédent, des milliers de maisons détruites, des dizaines de milliers d'arrestations, des milliers de morts et des dizaines de milliers de blessés. Ils ont vu un mur, qui les enferme dans des ghettos. Ils n'ont vu ni paix, ni processus.

Les Accords d'Oslo : l'occupation par d'autres moyens

« Depuis le début, on peut identifier deux conceptions sous-jacentes au processus d'Oslo. La première est que ce processus peut réduire le coût de l'occupation grâce à un régime palestinien fantôme, avec Arafat dans le rôle du policier en chef responsable de la sécurité d'Israël. L'autre est que le processus doit déboucher sur l'écroulement d'Arafat et de l'OLP. L'humiliation d'Arafat, sa capitulation de plus en plus flagrante conduiront progressivement à la perte de son soutien populaire. L'OLP va s'effondrer ou succomber à des luttes internes. (...) Et il sera plus facile de justifier la pire oppression quand l'ennemi sera une organisation islamiste fanatique » ^[1].

Ces lignes, écrites en février 1994 par l'Universitaire israélienne Tanya Reinhart, semblent, *a posteriori*, prophétiques. Mais Tanya Reinhart n'avait rien d'une médium : elle avait compris, avant d'autres, ce qu'était réellement le processus d'Oslo. Quiconque lit de près les textes signés à partir de 1993 se rend bien compte qu'il

a affaire à tout autre chose que des « accords de paix ». Les questions essentielles comme l'avenir de Jérusalem, le sort des réfugiés palestiniens, les colonies israéliennes... sont absentes des accords et sont renvoyées à d'hypothétiques « négociations sur le statut final ». On n'y trouve pas non plus mention du « retrait » de l'armée israélienne des territoires occupés, mais seulement de son « redéploiement ».

Quelles qu'aient été les intentions ou les illusions des négociateurs palestiniens quant à un hypothétique « Etat palestinien », la vérité d'Oslo est ailleurs : Israël, qui occupe alors toute la Palestine, s'engage à se retirer progressivement des plus grandes agglomérations palestiniennes et à en confier la gestion à une entité administrative conçue pour l'occasion, l'Autorité Palestinienne (AP). L'AP doit prendre en charge la gestion de ces zones et faire la preuve qu'elle est capable d'y maintenir le calme, au moyen notamment d'une « puissante force de Police »^[2]. Tout « progrès » dans le processus négocié est subordonné aux « bons résultats » de l'AP dans le domaine sécuritaire. L'occupation et la colonisation se poursuivent, et l'AP est chargée de maintenir l'ordre dans la société palestinienne. L'ordre colonial, donc^[3].

Les contradictions d'Israël et du sionisme

Les Accords d'Oslo n'ont été, dans leur logique, qu'une réactualisation d'un vieux projet israélien connu sous le nom de « Plan Allon ». Du nom d'un Général travailliste, ce plan, soumis au Premier Ministre israélien Levi Eshkol en juillet 1967, entendait répondre à la situation nouvelle créée par la Guerre de juin 1967, au terme de laquelle Israël avait conquis, notamment, toute la Palestine. Ygal Allon avait identifié, avant beaucoup d'autres, les contradictions auxquelles Israël et le projet sioniste seraient tôt ou tard confrontés, et se proposait de les résoudre le plus pragmatiquement possible.

Lorsqu'à la fin du 19^{ème} Siècle le jeune mouvement sioniste se fixe pour objectif l'établissement d'un Etat juif en Palestine, 95% des habitants de ce territoire sont des non-juifs. Convaincus que l'antisémitisme européen révèle l'impossibilité pour les Juifs de cohabiter avec les nations européennes, les sionistes préconisent leur départ vers la Palestine afin qu'ils y deviennent majoritaires et puissent y établir leur propre Etat. Le premier Congrès sioniste (1897) entérine donc le principe de la « colonisation systématique de la Palestine », à une époque où nationalisme sur une base ethnique et colonialisme ont le vent en poupe.

C'est en novembre 1947 que l'ONU adopte le principe du « partage de la Palestine » entre un Etat juif (55% du territoire) et un Etat arabe (45%). Les Juifs représentent alors environ 1/3 de la population. Les armées du nouvel Etat d'Israël vont conquérir militairement nombre de régions théoriquement attribuées à l'Etat arabe : en 1949, Israël contrôle 78% de la Palestine. Afin que soit préservé le caractère juif de l'Etat, les non-Juifs sont systématiquement expulsés : 80% des Palestiniens, soit 800 000 d'entre eux, sont contraints à l'exil. Ils n'ont jamais pu retourner sur leurs terres.

La Guerre de 1967 a été une « Guerre de 1948 ratée ». Si la victoire militaire israélienne est incontestable et si Israël contrôle 100% de la Palestine, cette fois-ci les Palestiniens ne sont pas partis. Or Israël prétend être un Etat « juif et démocratique » : attribuer des droits aux Palestiniens, c'est renoncer au caractère juif de l'Etat ; ne pas leur en attribuer, c'est renoncer à ses prétentions démocratiques. Allon propose donc d'abandonner les zones palestiniennes les plus densément peuplées en leur attribuant un semblant d'autonomie tout en conservant le contrôle sur l'essentiel des territoires conquis : quelques îlots palestiniens au milieu d'un océan israélien.

De la guerre des pierres à l'Intifada électorale

C'est la philosophie du Plan Allon qui guide les gouvernements israéliens dans les années 70 et 80, même s'ils repoussent autant que possible le moment où ils accorderont quelques droits aux Palestiniens. La 1^{ère} Intifada (déclenchée fin 1987), soulèvement massif et prolongé de la population de Cisjordanie et de Gaza, change la donne. Au tournant des années 90 la question palestinienne est un facteur d'instabilité au Moyen-Orient, zone stratégique sur laquelle les Etats-Unis veulent assurer leur emprise après la chute de l'URSS. L'administration US contraint Israël à négocier : ce sont les Accords d'Oslo, qui « offrent » aux Palestiniens... un semblant d'autonomie sur les zones les plus densément peuplées.

Ytzak Rabin, souvent présenté comme « celui par lequel la paix aurait pu arriver », était pourtant très clair : « L'Etat d'Israël intégrera la plus grande partie de la Terre d'Israël à l'époque du mandat britannique, avec à ses côtés une entité palestinienne qui sera un foyer pour la majorité des Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un Etat et qu'elle administre, de manière indépendante, la vie des Palestiniens qui seront sous son autorité. Les frontières de l'Etat d'Israël (...) seront au-delà des lignes qui existaient avant la Guerre des 6 jours. Nous ne reviendrons pas aux lignes du 4 juin 1967 »^[4]. Il ajoutait plus loin qu'Israël annexerait la majorité des colonies et conserverait la souveraineté sur Jérusalem, sa « capitale une et indivisible », et sur la Vallée du Jourdain.

La population palestinienne a rapidement constaté qu'Israël n'avait pas l'intention de renoncer à contrôler la quasi-totalité de la Palestine : la colonisation s'est accélérée, les expulsions se sont multipliées et les Palestiniens ont été de plus en plus cantonnés dans des zones encerclées par l'armée et les colonies. Tandis que la situation de la population s'est dégradée, une minorité de privilégiés, membres ou proches de la direction de la nouvelle Autorité Palestinienne, s'est considérablement enrichie et a coopéré avec Israël de manière ostensible dans les domaines sécuritaire et économique : en septembre 2000, les Palestiniens se soulèvent de nouveau.

La « 2^{ème} Intifada » est écrasée par Israël, qui va en outre marginaliser Yasser Arafat, considéré comme trop réticent à signer un accord de reddition définitive. Israël et les Etats-Unis favorisent l'ascension de Mahmoud Abbas (Abu Mazen) qui participera, par exemple, à un sommet avec Bush et Sharon, en juin 2003, alors qu'Arafat est enfermé à Ramallah. A la mort du vieux leader, Abu Mazen est mal élu Président de l'Autorité Palestinienne en janvier 2005 (participation relativement faible, pas de candidat du Hamas). Abu Mazen ayant besoin d'une légitimité parlementaire pour faire accepter un accord avec Israël, des élections législatives sont organisées en

janvier 2006. La victoire du Hamas est sans appel : par son vote, la population a clairement signifié son refus de toute capitulation et sa volonté de continuer à lutter.

La fin de la parenthèse d'Oslo

La victoire du Hamas a révélé le caractère totalement irréaliste du « projet Oslo », entendu comme la possibilité de régler la question palestinienne par la constitution de cantons administrés par un gouvernement indigène qui serait à la fois conciliant avec Israël, légitime et stable.

Mais la « communauté internationale » n'a rien voulu entendre : boycott du gouvernement Hamas, soutien au blocus israélien sur Gaza, reconnaissance du « gouvernement d'urgence » nommé par Abu Mazen en Cisjordanie...

Les Etats-Unis et l'Union Européenne continuent à agir comme si un « retour à Oslo » était possible et souhaitable.

Or, comme on l'a vu, c'est précisément le « Processus de paix » qui a débouché sur la « deuxième Intifada » et sur la prise du pouvoir par le Hamas, alors seule organisation capable d'allier à la fois soutien matériel à la population, critique du processus négocié et poursuite de la résistance à Israël. Lorsque certains parlent d'un indispensable « retour à la situation d'avant septembre 2000 », on a envie de leur demander si ce n'est pas précisément « la situation d'avant septembre 2000 » qui a provoqué... le soulèvement de septembre 2000 ! Les tergiversations et gesticulations diplomatiques actuelles traduisent en réalité un constat d'échec. Chacun prend progressivement conscience de la fin de la parenthèse d'Oslo, et tandis que certains s'acharnent aveuglément à vouloir ressusciter un cadavre, d'autres cherchent des solutions alternatives : de la proclamation d'un Etat palestinien sans frontières à une administration jordanienne des cantons palestiniens, en passant par l'envoi de troupes de l'ONU à Gaza, les idées fusent, même les plus fantaisistes. Cet empressement à « trouver une solution » résulte en réalité d'une compréhension, même partielle, des deux logiques réellement à l'œuvre sur le terrain : le renforcement de l'emprise israélienne sur la Cisjordanie et Jérusalem ; la remobilisation de la population palestinienne. Un cocktail explosif.

Le renforcement de l'emprise israélienne

Parlons de Jérusalem, tout d'abord. L'attention se focalise sur la construction de 1600 nouveaux logements. Et alors ? Oubliés, les 200 000 colons qui vivent à Jérusalem et dans sa périphérie ? Oubliées, les dizaines d'expulsions et de démolitions de maisons palestiniennes au cours de ces derniers mois ? Les 1600 nouveaux logements ne sont pas un accident, ils s'inscrivent dans une logique assumée depuis 1967 : la judaïsation de Jérusalem et son isolement du reste des territoires palestiniens, pour contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur la ville.

Parlons, ensuite, de la Cisjordanie. Si l'afflux des aides internationales a permis à l'Autorité Palestinienne de Ramallah de payer les fonctionnaires, il est très audacieux de parler d'une reprise économique réelle. Le PIB palestinien a globalement augmenté en 2009 mais demeure inférieur de 35% à celui de 1999. En outre, cette augmentation globale dissimule des disparités flagrantes : le secteur du bâtiment a certes progressé de 24%, mais la production agricole est en chute de 17%...

De plus le contrôle israélien sur la Cisjordanie n'a pas été remis en cause : « L'appareil de contrôle est devenu de plus en plus sophistiqué et efficace quant à sa capacité à affecter tous les aspects de la vie des Palestiniens (...). L'appareil de contrôle comprend un système de permis, des obstacles physiques (...), des routes interdites, des interdictions d'entrée dans de vastes parties de la Cisjordanie (...). Il a transformé la Cisjordanie en un ensemble fragmenté d'enclaves économiques et sociales isolées les unes des autres ». C'est la Banque Mondiale qui le dit, dans un rapport de février 2010 ^[5].

Enfin, depuis l'annonce d'un « gel temporaire » de la colonisation en novembre dernier, Israël a autorisé la mise en chantier de 3600 logements, poursuivant une politique qui a vu, l'an passé, le nombre de colons installés en Cisjordanie augmenter de 4.9% tandis que l'ensemble de la population israélienne ne croissait que de 1.8%. *Last but not least*, le 3 mars dernier Netanyahu déclarait que même en cas d'accord avec les Palestiniens, il était exclu qu'Israël renonce à son contrôle sur la vallée du Jourdain...

Parlons, aussi, de Gaza. Sous blocus, les Gazaouis vivent une catastrophe économique et sociale sans précédent. En l'espace de 2 ans, 95% des entreprises ont fermé et 98% des emplois du secteur privé ont été détruits. La liste des produits interdits à l'importation est un catalogue à la Prévert : livres, thé, café, allumettes, bougies, semoule, crayons, chaussures, matelas, draps, tasses, instruments de musique... L'interdiction d'importer du ciment et des produits chimiques empêche la reconstruction des infrastructures détruites lors des bombardements de 2008-2009, qu'il s'agisse des maisons ou des stations d'épuration, avec les conséquences sanitaires que l'on imagine.

Vers une troisième Intifada ?

Comment s'étonner, dès lors, que la colère monte chez les Palestiniens ? Les récents événements font suite à de nombreuses initiatives qui, bien que n'ayant guère eu d'écho médiatique, témoignaient d'une remobilisation de la population palestinienne. Entre autres : de multiples manifestations, dans les villages autour de Béthléem ou d'Hébron, contre les extensions des colonies et les confiscations de terres ; des défilés hebdomadaires, dans les villages de Ni'lin et Bi'lin, contre la construction du Mur et les expropriations ; 3000 manifestants à Jérusalem, le 6 mars, contre les projets de colonisation et les expulsions...

La répression contre cette remobilisation a fait un saut qualitatif au cours des derniers mois. Les manifestations ont été systématiquement dispersées à coup de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Le nombre d'arrestations et d'incursions israéliennes a augmenté de manière spectaculaire depuis le début de l'année 2010. Les autorités israéliennes ont récemment décrété que les villages de Bi'lin et Ni'lin, symboles de la lutte populaire

et non-violente, auraient dorénavant le statut peu enviable de « zones militaires fermées » chaque vendredi (jour de manifestation), et ce pour une durée de 6 mois.

Sommes-nous au début d'une « 3^{ème} Intifada » ? Il est probablement trop tôt pour répondre à cette question, mais il est néanmoins évident que nombre de conditions sont réunies pour qu'une fois de plus les Palestiniens protestent de manière visible et massive contre le sort qui leur est fait. Les divisions actuelles au sein du Mouvement National palestinien et la faible structuration politique de la société palestinienne, atomisée par les « années Oslo », interdisent d'envisager un soulèvement du même type que celui de 1987. On peut au contraire s'attendre à des confrontations entre les forces de sécurité palestiniennes de Cisjordanie, supervisées par le Général états-unien Keith Dayton, et les manifestants.

Mais les Palestiniens des territoires occupés, et notamment les plus jeunes (50% de la population palestinienne a moins de 15 ans), ne se laisseront pas intimider par quelques uniformes, qu'ils soient palestiniens ou israéliens. Et il est certain qu'ils ne se contenteront pas de « négociations indirectes », faisant l'impasse sur l'essentiel (l'occupation de la Cisjordanie, le blocus de Gaza, Jérusalem, les colonies, le sort des réfugiés, les prisonniers) menées par un Mahmoud Abbas décrédibilisé et inaudible. Les événements de ces derniers jours l'indiquent clairement : nul ne peut prédire avec certitude dans quels délais, mais la population palestinienne se fera de nouveau entendre.

[1] Article de février 1994, cité dans T. Reinhart, *Détruire la Palestine*, éditions La Fabrique, 2002, p. 42.

[2] *Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autogouvernement* (DOP), article 3.

[3] Pour une analyse plus détaillée des Accords d'Oslo, on pourra se reporter à mon article *Retour sur... Les Accords d'Oslo* en ligne sur [mon blog](#).

[4] *Address to the Knesset by Prime Minister Rabin on the Israel-Palestinian Interim Agreement, 5 oct 1995*, disponible (en anglais) sur [le site du Ministère des Affaires Etrangères israélien](#).

[5] *Checkpoints and Barriers : Searching for Livelihoods in the West Bank and Gaza*, disponible (en anglais) sur [le site de la Banque Mondiale](#).

<http://www.contretemps.eu/interventions/reflexions-sur-soulevement-palestinien-qui-vient>

1-7 Xavière Jardez : Mossad, permis de tuer. La grande hypocrisie occidentale.

L'assassinat du dirigeant palestinien Mahmoud al-Mabhouh, qui avait déjà échappé à trois tentatives d'assassinat auparavant, le 20 janvier, à Dubaï, porte indubitablement le sceau du Mossad – corroboré par la quasi certitude de l'Israélien moyen – malgré les dénégations d'Israël, notamment celles de Netanyahu. Or, selon les règles du Mossad, de son vrai nom, Institut d'espionnage et d'Opérations spéciales, établies par Meir Amit, premier directeur de l'agence d'intelligence, « ... toute exécution doit être avalisée par le Premier ministre en exercice. Toute exécution est ainsi soutenue par l'Etat, l'ultime sanction judiciaire de la loi. L'exécutant n'est donc pas différent du bourreau nommé par l'Etat ou de tout autre exécuteur désigné par la loi ». Aucun exécutant, ou assassin, ne peut ainsi opérer sans que ne lui soit produit ce document signé, le permis de tuer. Et il semblerait qu'il y ait eu une réunion entre Netanyahu et le chef du Mossad, Meir Dagan début janvier, selon le Sunday Times.

Il est certain que dans les chaumières et la presse en Israël, les applaudissements ont crépité. Certains journaux occidentaux n'ont pas caché leur admiration devant le brio de l'opération, le coup d'éclat, même si la discrétion qui devait être le maître mot de l'opération a été éventée avec le passage en boucle des images des assassins sur les télévisions du monde. Car il ne fait aucun doute que cet assassinat est tout simplement un CRIME, de quelque qualification qu'on lui donne. Israël a violé, une fois de plus d'entre toutes les fois, l'article 6 de la Convention Internationale sur les Droits civils et politiques, qui définit le droit à la vie, « en poursuivant une politique d'assassinats de Palestiniens qu'il décrit comme terroristes sans chercher en premier à les arrêter pour les juger » (Tribunal Russell, Barcelone 2010).

« Il y a plus d'aspects et d'acteurs internationaux à l'œuvre dans cette affaire qu'il n'y paraît à première vue »

Pour Bruce Riedel, ancien de la CIA, « C'est en toute probabilité une opération du Mossad. Tout en porte la signature- les passeports, européens, la rapidité avec laquelle l'équipe a disparu du pays, tout cela s'ajoute pour en donner une image plutôt convaincante ». « Ce que les autorités de Dubaï découvrent n'est pas seulement une opération isolée mais probablement l'entière agence du Mossad. Dubaï serait l'endroit idéal pour entreprendre, non seulement une opération isolée, mais des opérations à long terme contre l'Iran ». Pour Michael Ross, agent du Mossad à la retraite, « il serait naïf de penser qu'Israël n'a pas un doigt dans l'affaire » a-t-il dit à la BBC et d'ajouter : « Je pense qu'il y a plus d'aspects et d'acteurs internationaux à l'œuvre dans cette affaire qu'il n'y paraît à première vue ».

L'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Australie et l'Irlande, tous ont poussé des cris d'orfraie à l'idée que les assassins avaient utilisé leurs passeports – bizarrement pas ceux des Etats-Unis ! -, d'abord supposés faux, puis reconnus vrais car ils appartenaient à des Européens possédant aussi la nationalité israélienne, dont le nombre s'élève à 350 000. Ils ont protesté de leur ignorance mais de multiples indications suggèrent qu'ils ont, ainsi que leurs service de sécurité, eu vent du complot plus qu'ils ne le prétendent.

Des allégations que le Mossad avait prévenu la Grande Bretagne ont fait surface dans le journal britannique Daily Mail qui précise que « le Foreign Office et le MI 6 ont été informés de l'opération avant qu'elle n'ait lieu ». La source est « un membre du service israélien d'intelligence en exercice. Il a dit que le gouvernement britannique a été informé... Il n'y aucune participation britannique et (le gouvernement) ignorait le nom de la cible. On leur a dit

que les exécutants voyageaient avec des passeports britanniques ». Selon une autre source proche du quotidien The Independent, les services de sécurité de Dubaï ont fourni, six jours avant l'opération, à « un diplomate britannique » (le consul ?) les détails sur ces passeports britanniques et n'ont reçu aucune réponse.... Le Canada avait, lors de la tentative d'assassinat de Khaled Meshaal, en 1997, protesté violemment contre l'utilisation par les assassins venus d'Israël de documents canadiens. Israël avait promis de ne plus rien faire de semblable, comme il avait fait la même promesse à Margaret Thatcher en 1987 avec la découverte de 8 passeports oubliés par le Mossad dans une cabine téléphonique en RFA, et à la Nouvelle-Zélande en 2005 après l'emprisonnement de deux de ses agents. Ian Wilcocks, l'ancien ambassadeur d'Australie en Israël dit avoir averti, dans les années 1990, les officiels du ministère des Affaires étrangères israélien de ne plus fabriquer de faux passeports pour des opérations secrètes.

Il semble donc que l'appropriation par Israël de documents étrangers soit une pratique courante, ancienne, tolérée par les pays européens, associée à sa pratique de l'exécution extrajudiciaire de ses adversaires. Les manifestations de colère ou de surprise, que toutes deux engendrent ne sont là que pour la forme. Il n'y aura donc pas de contrecoup diplomatique pour Israël. On est loin des tollés qui avaient suivi les « fatwas » prononcées à l'encontre de personnalités, dont Salman Roushdi, par Khomeiny ou autres clercs. Mais Israël, c'est Israël.

Qui plus est, la Grande Bretagne vient de décider, au lendemain de ce scandale, de modifier la législation en matière de crimes de guerre afin que les criminels recherchés – ils sont six- pour l'agression sur Gaza dite « Plomb durci » tels Tzipi Livni, Shaul Mofaz, Ehud Barak, ne puissent plus être inquiétés lors de leur séjour en Grande-Bretagne. Comment pourrait-il en être autrement si l'on sait que Tony Blair et Gordon Brown, depuis 2007, sont les patrons du National Jewish Fund qui finance l'installation de colonies sur les terres spoliées aux Palestiniens.

Mais cette complicité avec le terrorisme d'Etat d'Israël, passive ou active, va bien plus loin. La salle de commandement de l'opération se trouvait en Autriche, ce qui signifie que les assassins n'ont pas eu de contacts les uns avec les autres, donc ne pouvaient être repérés. Les cartes de crédit ont été émises par Payoneer, une banque de New York, opérant aussi à Tel-Aviv, à travers la banque Metabank basée dans l'Etat de l'Iowa. Un examen approfondi des liens de Payoneer révèle que Yuval Tal, cadre exécutif, est un ancien membre des forces d'opérations spéciales de l'armée israélienne et le financeur de Taglit Birthrights qui organise des voyages gratuits en Israël de jeunes juifs. Payoneer a reçu son capital-risques de Carmel Ventures, située à Herzilya, en Israël, Greylock Partners, avec parmi ses associés, Moshe Mor, un ancien capitaine de l'intelligence militaire israélienne, et Crossbar Capital, dont le fondateur a géré une entreprise hors d'Israël. Metabank a une histoire d'ennuis financiers et les cartes de crédit sont sa principale source de revenus. Il était facile, pour ceux qui le voulaient, de se procurer des cartes de crédit en ligne. Si rien, à l'heure actuelle, ne prouve l'implication de ces établissements, ces indices méritent d'être étudiés...

La communauté sayanim

Cependant, souligne Gordon Thomas, fin connaisseur du Mossad, rien ne pourrait se faire si le Mossad ne bénéficiait pas du soutien inconditionnel de la communauté juive dans le cadre d'un système appelé sayanim, qui veut dire « aider ». Des dizaines d'aides sont soigneusement recrutés et fournissent la logistique aux agents du Mossad sans poser de questions : une banque fournira des fonds jour et nuit, une agence de location de voiture, un véhicule, un docteur, une assistance médicale ou un poison. C'est ainsi qu'un docteur sayan a fourni les ingrédients de la décoction que devait boire Yasser Arafat, ce que son docteur personnel a confirmé : « l'empoisonnement est très probable dans ce cas ». Lors de l'assassinat par le Mossad de Gerald Bull, scientifique canadien et meilleur expert en balistique de renommée mondiale qui avait refusé de mettre ses compétences au service d'Israël mais les avait offerts à Saddam Hussein, la communauté sayanim avait lancé une guerre psychologique à l'adresse des médias européennes disant que Saddam en était à l'origine... Il en fut de même lors de l'assassinat de Fathi Shkaki, chef du Jihad Islamique à Malte en 1995 où les deux tueurs reçurent d'un sayan un passeport britannique et une moto utile à l'opération

Qu'est-ce qui pousse certains pays à sacrifier sur l'autel du terrorisme israélien les bases qui fondent un Etat : la souveraineté, l'état de droit et la sécurité personnelle et nationale. Si la politique israélienne communément admise de violations de souveraineté des autres pays pour tuer ou enlever ses adversaires devient la règle, ce sera le règne de la loi de la jungle. Tout un chacun pourra craindre d'être la cible d'équipes de tueurs étrangers, que rien ne viendra retenir. Les assassinats extrajudiciaires d'Israël tourne en dérision la notion de souveraineté. L'élimination d'opposants par des polices secrètes, hors des frontières, était une pratique récurrente de la Gestapo, du GPU de Staline, de Pinochet. Elle est maintenant celle des « Forces Spéciales » des Etats-Unis et de la division occulte de la CIA. Tolérer ces pratiques signifie la fin de l'état de droit, les polices secrètes jouant, comme en Israël, le rôle de juge, jurés, procureur et exécuteur, sans connaître de freins de nature légale ou judiciaire. Comment, demain, un pays pourra-t-il protéger ceux qui, sur son territoire, s'aventurent à critiquer Israël ?

Dubaï ne veut être une tête de pont occidentale dans le détroit d'Ormuz

Derrière l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh se profilent des événements bien plus graves : en entraînant le Hamas dans des représailles (contre Netanyahou, vraisemblablement), Israël ouvrirait le champ à des attaques contre l'Iran. Les Etats-Unis lorgnent depuis Bush sur les Emirats Arabes Unis et comment s'y prendre pour y déployer des troupes en cas de conflit armé avec la République Islamique. Aucune stratégie militaire n'a de chance de succès si on n'établit pas de prime abord une tête de pont à travers l'étroit chenal du détroit d'Ormuz pour empêcher sa fermeture par l'Iran.

L'extension du conflit palestinien, ou encore l'élargissement de la zone de « guerre contre le terrorisme » à Dubaï a peu de chances d'aboutir. La célérité avec laquelle les forces de sécurité de l'émirat ont enquêté, rassemblé les preuves, les indices, donné un maximum de publicité à leurs révélations prouve que Dubaï refuse que sa qualité de centre financier et économique, et que ses intérêts soient pollués par des actions terroristes israéliennes. Il en va de sa réputation, de sa survie et de sa prospérité, même si la crise l'a frappé.

Disons pour conclure, que la prétendue « incompetence » des agents du Mossad, relevée par les critiques en Israël, – être photographiés par les multiples caméras de vidéosurveillance – ne traduit que l'arrogance et le racisme des Israéliens à l'encontre des Arabes, qu'ils fussent Palestiniens ou autres. Pour eux, l'habileté, l'intelligence, le professionnalisme ne peuvent qu'être israéliens, les autres n'étant que de pauvres bédouins devenus riches...

Sources :

Gordon Thomas, auteur de Gideon's Spies

[Mossad's Murderous Reach: The Larger Political Issues, par James Petras](#)

[More details emerge on assassination of Hamas leader in Dubai, par Ann Talbot](#)

[Israël remains silent over Mossad role scandal, par Fran O'Sullivan](#)

[Israël « admit » to NZ spy mission](#)

[Mossad murder, par John Cherian](#)

Source : [France Irak Actualité](#)

Xavière Jardez

12 mars

<http://www.geostrategie.com/2524/mossad-permis-de-tuer-la-grande-hypocrisie-occidentale>

1-8 Le cynisme des dirigeants israéliens n'a d'égal que celui de nos propres gouvernants.

Chères amis, Chers amis,

Le cynisme des dirigeants israéliens n'a d'égal que celui de nos propres gouvernants. Netanyahu annonce qu'il n'a aucune intention de faire cesser la colonisation et en donne la preuve ; il attaque les lieux saints musulmans ou les annexe ; il continue à tuer dans la bande de Gaza et y maintient sous blocus la population, sans même permettre la décontamination des produits métalliques, toxiques et cancérigènes qui imprègnent les cheveux des enfants, puisqu'il y interdit l'évacuation des structures contaminées par l'opération criminelle "plomb durci" ; il déclare zone militaire fermée les régions de Bi'lin et Ni'lin où se déroulent chaque semaine les manifestations contre le mur et interdit ainsi aux opposants Israéliens et aux internationaux de s'y rendre ; il fait tuer 4 adolescents sur leurs terres, en 24 H près de Naplouse ce week-end....

Et quelle sanction ? Aucune.

Quelle solution en vue ? Aucune.

Le gouvernement français continue à collaborer activement avec le terrorisme d'Etat israélien et à bafouer le droit, en laissant entrer en France des produits des colonies israéliennes, qui plus est, dispensés de droits de douanes. La mairie de Paris s'appête à recevoir Shimon Peres pour inaugurer le 13 avril prochain une "Promenade Ben Gourion" en face du Quai Branly.

Une sacrée "promenade" qui honorera les 700 000 Palestiniens chassés de leurs terres et plus de 500 villages palestiniens rasés par le grand homme, qui a fondé l'Etat d'Israël sur la terreur et le racisme. (voir l'effacement des Parisiens à cette annonce : http://www.europalestine.com/article.php3?id_article=4870)

Et c'est dans ce contexte que la ministre de la justice, Michèle Alliot-Marie, a donné l'ordre aux magistrats (l'indépendance de la justice, passe après les desiderata du lobby israélien) de réprimer les militants qui mènent des actions de boycott contre les produits israéliens ! Et pour essayer de faire passer une telle énormité, cette ministre ment effrontément en parlant de "boycott de produits kasher" devant les représentants d'Israël en France, après avoir reconnu devant l'Assemblée Nationale que pas une seule action de boycott n'avait concerné des produits kasher.

Quelle honte ! Comment peut-on tomber aussi bas, et menacer, réprimer des femmes et des hommes qui réagissent en leur âme et conscience, en se portant pacifiquement au secours d'un peuple en danger ?

Oser demander à des juges de condamner Sakina Arnaud à Bordeaux pour antisémitisme, parce qu'elle appelle au boycott d'Israël ! Sakina fait appel de cette mascarade. Un nouveau procès aura lieu le 21 mai à Bordeaux. La solidarité sera au rendez-vous.

Mais qui développe l'antisémitisme en France, sinon ceux qui passent leur temps à faire l'amalgame entre juifs et Israël et à accorder à ce dernier un permis de tuer et de voler illimité ?

Non, Mme Alliot-Marie, nous ne nous laisserons pas intimider.

Nous poursuivrons la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) réclamée par la société palestinienne, tant que vous encouragerez le boycott des Palestiniens. Les récentes actions, en France

(Chez H&M : http://www.europalestine.com/article.php3?id_article=4873

Gaumont Opéra : http://www.europalestine.com/article.php3?id_article=4833

à Sète, à Lyon-Givors...)

comme à l'étranger (Réception du fasciste Lieberman à Bruxelles, vote des étudiants de Berkeley en faveur du désinvestissement des fonds israéliens, actions H&M en Suède et en Grande-Bretagne, AHava aux Etats-Unis...)

Si vous rendiez effectivement la justice, nous n'aurions pas besoin de mener ces actions de boycott comme du temps de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Mais puisque vous vous refusez à donner l'exemple, nous continuerons à agir en conscience, en dépit de vos menaces. Contrairement à vous, nous avons tiré les leçons des génocides et persécutions contre des peuples sans défense.

24/3/2010

CAPJPO-EUROPALESTINE :

1-9 Fausto Giudice : Un oubli réparé... Une devise pour Israël.

" Liberté, Egalité, Fraternité " : cette belle et fière devise, inscrite au fronton de toutes les mairies de France et des colonies depuis 1880, est la devise officielle de la République française, inscrite dans les Constitutions de 1946 puis de 1958.

Il lui a fallu du temps pour s'imposer : la Convention rejeta en 1790 la proposition de Robespierre de l'inscrire sur les drapeaux et sur les uniformes.

À partir de 1793, les Parisiens inscrivent sur leurs maisons : "Unité, indivisibilité de la République ; liberté, égalité, fraternité ou la mort", mais ils seront bientôt invités à effacer la dernière partie de la formule, trop associée à la Terreur...

Chaque État a sa devise, comme il a son drapeau, son hymne national ou sa Constitution.

Mais un État se singularise : l'État d'Israël.

D'ailleurs, quelle est la forme de cet État ? Monarchie ? République ?

Nul ne peut répondre, puisque cet État, s'il a un drapeau et un hymne national n'a ni Constitution ni devise. Il est aussi le seul État membre des Nations unies à ne pas avoir déposé une carte de ses frontières auprès de l'ONU.

Nous avons donc voulu réparer l'oubli des pères fondateurs de l'État d'Israël et nous leur proposons donc une devise. Cette devise est en allemand, elle sera donc facilement comprise par une grande partie des citoyens israéliens. Pour ceux qui ne comprennent pas l'allemand, voici une petite explication :

Liberté se dit en allemand Freiheit. Dans notre proposition, cela devient Frechheit = culot, impudence. C'est l'équivalent exact du mot hébreu/yiddish chutzpah, le fait d'être insolent, effronté, bref de ne pas manquer d'air. La chutzpah semble bien être la caractéristique principale des sionistes.

Égalité se dit en allemand Gleichheit. Dans notre proposition, cela devient Gleichgültigkeit = indifférence. En effet, l'autre caractéristique des sionistes est leur indifférence au sort de ceux qui, à leurs yeux, ne sont pas juifs, sont des goyim (Gentils) ou des « juifs se haïssant eux-mêmes » (ils définissent ainsi tout juif un tant soi peu critique à l'égard d'Israël).

Fraternité se dit en allemand Brüderlichkeit. Dans notre proposition, cela devient Unbarmherzigkeit = cruauté, qui vient de unbarmherzig = sans compassion, impitoyable. Sur ce caractère impitoyable, inutile d'épiloguer : il suffit de contempler les 60 ans d'histoire de l'État sioniste.

Le dessinateur Ben Heine a donc, à partir de cette proposition, dessiné une « Myriam » sioniste, dans laquelle on reconnaît la Marianne de Delacroix se dressant sur les barricades de 1830, dans le célèbre tableau « La liberté guidant le peuple », mais elle est désormais armée d'une ménorah, le chandelier à sept banches. Et sa poitrine dénudée a vraiment de quoi choquer les rabbins orthodoxes, mais on peut accuser les sionistes de tout sauf de prudence. Évidemment, cette Myriam sioniste devra se méfier et ne pas trop approcher de Moshe Katsav, président déchu pour cause de harcèlement sexuel de ses collaboratrices féminines.

Voici donc un oubli réparé : l'État d'Israël a désormais une devise.

Nous nous attellerons prochainement à l'écriture d'une Constitution sur mesure pour cet État, directement inspirée du Décalogue, les 10 Commandements transmis par Yahwé à Moïse sur le Mont Sinai.

Et voici deux variantes sur le même thème

Suite à la publication de la version allemande de cet article, Tlaxcala a reçu le mail suivant :

« C'est vraiment triste de constater l'antisémitisme aussi éclatant que répugnant propagé par votre site. Je n'ai pour le moment ni le temps ni l'argent nécessaires, mais j'espère cet article vous vaudra une plainte en justice et que vous serez condamnés. »

Ulrich Becker (Allemagne)

Voici notre réponse :

Cher Monsieur Becker,

J'ai lu votre mail à Tlaxcala (faisant moi-même partie de ce réseau de traducteurs issus du monde entier).

Pour vous parler franchement je ne vois pas en quoi proposer un slogan ou une ligne de conduite à « l'État d'Israël » ou à l'État juif » peut vous apparaître comme antisémite.

L'article ne contient rien qui ressorte à la pensée raciste, aucun appel à la violence, qu'elle soit dirigée contre les Palestiniens, les Arabes en général ou les Juifs - et de surcroît dans quelle mesure ces derniers peuvent-ils être considérés en totalité comme des Sémites, leur longue existence en diaspora en ayant amené une grande partie à se mêler aux nombreux peuples chez lesquels ils se sont fixés., surtout lorsqu'ils se sont sécularisés et ont cessé de pratiquer leur religion ? Il serait contraire aux convictions des membres de Tlaxcala de s'en prendre à un groupe humain en raison de son appartenance à une ethnie (le concept de race est difficile à manier lorsqu'il

s'agit d'êtres humains, nous partons donc du principe qu'il n'existe qu'une seule race d'hommes, la race humaine.)

Ce que Tlaxcala critique en revanche abondamment et avec énergie, c'est la politique de l'État d'Israël - en partie ouvertement raciste.

Si vous voulez savoir si cette attitude est ou non justifiée, ouvrez donc n'importe quel journal relatant les événements qui se déroulent au Moyen-Orient. Essayez de vous mettre à la place des Gazaouïtes qui ont été privés d'électricité durant une grande partie de l'été dernier (par des températures avoisinant les 40°) parce que l'armée israélienne avait bombardé et mis hors d'usage l'unique centrale électrique de la bande de Gaza et qui ont eu à déplorer presque chaque jour la mort d'un de leurs concitoyens. Examinez en outre le traitement médiatique du conflit qui, sous l'influence de l'État d'Israël et de ses sympathisants, parvient à rendre l'opinion internationale insensible aux souffrances des habitants de la bande de Gaza et des territoires palestiniens occupés et à donner aux Israéliens le rôle de victimes, - en fait depuis des décennies celui du peuple palestinien. Cette image déformée de la réalité en Terre Sainte est clairement contredite, entre autres, par les statistiques concernant le nombre des victimes du conflit. Vous pourrez les trouver sur le site <http://www.ifamericansknew.org/> Un mot encore : vous espérez voir Tlaxcala et les auteurs de l'article que vous incriminez traduits en justice ; ne serait-il pas préférable de participer activement à l'échange sur « Israël et la Palestine » - un sujet bien complexe en vérité - au lieu de recourir aux juges et procureurs, afin de faire taire ceux dont les opinions vous déplaisent et d'éviter ainsi de s'affronter aux faiblesses de votre propre argumentaire?

C'est dans ce sens que je reste

amicalement vôtre

Hergen Matussik

Traduit par Michèle Mialane, membre de Tlaxcala

Fausto Giudice

Fausto Giudice est membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

Ben Heine est un artiste graphique résidant à Bruxelles. Ce document est en Copyleft pour tout usage non-commercial.

URL de cette page : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=1634&lg=fr>

1-10 GL David Petraeus : Israël Met Des Vies Américaines En Danger.

« ...la relation de l'Amérique avec Israël est importante, mais pas aussi importante que les vies des soldats américains... »

Briefing De Petraeus : Toute l'histoire ne se résume pas à l'embarras de Biden

Le 16 Janvier, deux jours après le tremblement de terre meurtrier d'Haïti, une équipe d'officiers supérieurs du Commandement Central US (responsable de la supervision des intérêts sécuritaires américains au Moyen Orient) est arrivée au Pentagone pour un briefing avec le chef de tous les états majors de l'armée US, l'amiral Michael Mullen, sur le conflit israélo palestinien.

L'équipe a été envoyée par le commandant de CENTCOM, le GI David Petraeus, pour exprimer ses inquiétudes croissantes sur l'absence de progrès dans la résolution de ce conflit. Mullen a été stupéfié par la présentation PowerPoint de 45mn et 33 diapositives. Les officiers ayant fait la présentation ont rapporté qu'il y avait une perception grandissante parmi les dirigeants arabes que les US étaient incapables de tenir tête à Israël, que CENTCOM, comprenant principalement des pays arabes, croyait de moins en moins dans les promesses américaines, que l'intransigeance israélienne dans le conflit israélo palestinien mettait en péril la position US dans la région, et que Mitchell lui-même était (comme un haut gradé du Pentagone l'a décrit plus tard) « trop vieux, trop lent et arrivé trop tard. »

Le briefing de Janvier de Mullen était sans précédent. Aucun commandant du CENTCOM auparavant ne s'était lui-même exprimé sur ce qui est essentiellement une question politique ; c'est pourquoi ceux qui ont fait le briefing ont agi avec circonspection et dit à Mullen que leurs conclusions faisaient suite à un tour de la région effectué en Décembre 2009, où, sur instruction de Petraeus, ils ont discuté avec des hauts dirigeants arabes.

« Partout où ils sont allés, le message était plutôt humiliant » a dit un officier du Pentagone ayant eu connaissance du briefing. « L'Amérique est non seulement perçue comme faible, mais sa position militaire dans la région est entrain de s'éroder ».

Mais Petraeus n'avait pas terminé. Deux jours après le briefing de Mullen, Petraeus a envoyé un document à la Maison Blanche demandant que la Cisjordanie et Gaza (qui avec Israël font partie du commandement européen - ou EUCOM) fassent partie de sa zone d'opérations. La raison invoquée par Petraeus était directe : avec des troupes US déployées en Irak et en Afghanistan l'armée US doit être perçue par les dirigeants arabes comme engagée dans les conflits les plus difficiles.

Actualisation

Un officier supérieur a nié dimanche que Petraeus ait envoyé un document à la Maison Blanche.

« CENTCOM a eu affectivement une équipe qui a fait un briefing au CJCS sur des problèmes concernant la question palestinienne, et CENTCOM a proposé un changement UCP, au CJCS, et non pas à la WH « a dit l'officier via un email.

« Le GI Petraeus n'est pas certain de ce qui a pu avoir été transmis à la WH (si quelque chose l'a été) du briefing au CJCS ».

UPC = Unified Combatant Command comme le CENTCOM ; CJCS une référence à Mullen ; et WH la Maison

Blanche.

Le briefing de Mullen et la demande de Petraeus ont frappé la Maison Blanche telle une bombe. Tandis que la demande de Petraeus que le CENTCOM soit élargi pour inclure les Palestiniens a été rejetée, ce qui a été confirmé par un officier du Pentagone disant : « c'était mort dès le départ », l'administration Obama a décidé qu'elle redoublerait d'effort - pressant Israël de nouveau sur la question des colonies, envoyant Mitchell visiter un certain nombre de capitales arabes et Mullen pour une rencontre soigneusement arrangée avec le chef d'état major de l'armée israélienne, le Lt GI Gabi Ashkenazi.

Alors que la presse américaine spéculait que le voyage de Mullen était centré sur l'Iran, le président du JCS en fait a transmis un message dur et direct portant sur le conflit israélo palestinien qu'Israël devait voir le conflit avec les Palestiniens «dans un contexte régional plus large» - - comme ayant un impact direct sur le statut de l'Amérique dans la région. On a certainement pensé qu'Israël comprendrait le message.

Israël n'a pas compris. Quand le Vice Président Joe Biden, a été mis dans l'embarras par une annonce israélienne que le gouvernement Netanyahu allait construire 1600 nouveaux appartements à Jérusalem Est, l'administration a réagi. Mais personne n'était plus indigné que Biden qui, selon le quotidien israélien Yedihot Aharonot a en privé échangé des paroles de colère avec le premier ministre israélien. Sans surprise, ce qu'a dit Biden à Netanyahu reflétait l'importance que l'administration attache au briefing de Mullen par Petraeus.

On a rapporté que Biden a dit à Netanyahu : « cela commence à devenir dangereux pour nous ». « Ce que vous faites ici sape la sécurité de nos troupes qui combattent en Irak, en Afghanistan, au Pakistan. Cela nous met en danger et menace la paix régionale. »

Yedihot Aharonot continuait en rapportant que «le Vice Président avait dit à ses hôtes israéliens que comme de nombreuses personnes dans le monde musulman considèrent qu'il y a un lien entre les actions d'Israël et la politique des US, toute décision de construction qui sape les droits des Palestiniens à Jérusalem Est pourrait avoir un impact sur la sécurité personnelle des troupes américaines combattant le terrorisme islamique ».

Le message ne pouvait pas être plus simple. L'intransigeance d'Israël peut coûter des vies américaines.

Il existe d'importants et puissants lobbies en Amérique : le NRA, l'American Medical Association, les juristes - et le Lobby israélien. Mais aucun lobby n'est aussi important, aussi puissant que celui de l'armée US.

Tandis que les commentateurs et gourous ont pu dire que le voyage de Joe Biden en Israël a changé pour toujours la relation de l'Amérique avec son allié d'autrefois dans la région, la véritable rupture s'est faite en Janvier, quand David Petraeus a envoyé son équipe faire un briefing au Pentagone pour transmettre un message d'alerte absolue: la relation de l'Amérique avec Israël est importante, mais pas aussi importante que les vies des soldats américains. Peut être qu'Israël a compris le message maintenant.

Mark Perry

13/03/10 –

Foreign Policy

http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2010/03/14/the_petraeus_briefing_biden_s_embarrassment_is_not_the_w_hole_story

16 Mars

Mireille Delamarre titre traduction

http://www.planetenonviolence.org/GL-David-Petraeus-Israel-Met-Des-Vies-Americaines-En-Danger_a2143.html

2 Annexe

2-1 John Pilger : Passez une bonne guerre mondiale, braves gens.

Voici les nouvelles en provenance du tiers-monde.

Les Etats-Unis ont envahi l'Afrique.

Des troupes US sont entrées en Somalie pour étendre leur front de guerre d'Afghanistan et du Pakistan vers le Yémen et la corne de l'Afrique.

En guise de préparation à une attaque contre l'Iran, des missiles américains ont été placés dans quatre états du Golfe Persique, et les bombes « bunker-buster » (briseurs de bunkers) auraient été acheminées sur la base militaire située sur l'île britannique de Diego Garcia dans l'Océan Indien.

A Gaza, la population malade et abandonnée, en majorité des enfants, se fait enterrer vivante derrière des barrières souterraines fournies par les Etats-Unis pour renforcer un siège criminel. En Amérique latine, l'administration Obama s'est octroyé sept bases militaires en Colombie, à partir desquelles il pourra mener une guerre contre les démocraties populaires du Venezuela, de la Bolivie, de l'Equateur et du Paraguay. Pendant ce temps, le secrétaire à la « défense » Robert Gates se plaint que « l'opinion publique (européenne) et la classe politique » sont tellement opposées à la guerre qu'elles constituent un « obstacle » à la paix. Rappelez-vous, nous serons bientôt le 1er Avril.

Selon un général américain, l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan n'est pas une véritable guerre mais une « guerre d'images ». Ainsi, la récente « libération de la ville de Marjah » de la « structure de commande et de contrôle » des Taliban n'était qu'une mise en scène. Les libérateurs héroïques ont tué les civils habituels, les plus pauvres parmi les pauvres. Sinon, pour le reste, c'était du bidon. Une guerre d'images est destinée à fournir de fausses informations à la population, à transformer une aventure coloniale ratée en une opération patriotique qui

en valait la peine, comme si le film « les Démineurs » était réel et les parades de cercueils couverts de drapeaux à travers le ville de Wiltshire à Wootton Bassett n'étaient pas une opération cynique de propagande.

« La guerre, c'est amusant », pouvait-on lire avec une extrême ironie sur les casques des soldats au Vietnam. Cela signifie que si la guerre n'a pas d'autre objectif que de servir de justification à un pouvoir vorace au service des fanatismes lucratifs des marchands d'armes, alors la vérité représente un danger. Un danger qu'on peut illustrer en comparant l'image « libérale » d'un Tony Blair en 1997, présenté à l'époque comme quelqu'un qui « veut créer un monde (où) l'idéologie aurait totalement cédé la place aux valeurs » (Hugo Young, The Guardian) à celle d'aujourd'hui, d'un menteur et d'un criminel de guerre.

Les états occidentaux tels que les Etats-Unis ou la Grande Bretagne (et la France – petit rajout du traducteur) ne sont pas menacés par les Taliban, pas plus que par une autre tribu lointaine quelconque, mais par les instincts guerriers de leurs populations respectives. Prenez par exemple les peines prononcées contre les nombreux jeunes qui ont protesté contre l'agression israélienne contre Gaza au mois de janvier de l'année dernière (2009).

A la suite de ces manifestations où la police paramilitaire a « canalisé » des milliers personnes, les premiers condamnés se sont vu infliger des peines de deux années et demi de prison pour des délits mineurs qui en d'autres temps n'auraient pas fait l'objet d'une peine d'emprisonnement. Des deux côtés de l'Atlantique, toute dissidence déterminée qui dénoncerait la guerre illégale est devenue un délit grave.

C'est le silence aux sommets qui permet une telle perversion morale. Dans le monde des arts, de la littérature, du journalisme et du droit, les élites « libéraux », fuyant les débris abandonnés par Blair et à présent par Obama, continuent de voiler leur indifférence devant la barbarie et les crimes d'état de l'occident en agitant de vieux démons, tels que Saddam Hussein. Maintenant que Harold Pinter a disparu, essayez donc de dresser une liste d'écrivains, d'artistes ou de militants célèbres dont les principes n'auraient pas été consumés par le « marché » ou neutralisés par la célébrité. Qui parmi eux a parlé de l'holocauste provoqué en Irak par près de 20 années de blocus et d'agressions ? Ce fut un acte délibéré. Le 22 janvier 1991, l'agence de renseignement de l'armée US avait prévu en détail comment le blocus allait systématiquement détruire la distribution d'eau potable en Irak et aboutir à « une augmentation de crises sanitaires, sinon d'épidémies ». Alors les Etats-Unis se sont mis à éliminer l'eau potable pour la population irakienne. Ceci fut une des causes, selon UNICEF, de la mort d'un demi million d'enfants irakiens âgés de moins de cinq ans. Apparemment, cet extrémisme là ne mérite pas d'être cité.

Norman Mailer a dit un jour qu'il pensait que les Etats-Unis, dans leur poursuite incessante de domination et de guerres, étaient entrés dans une « ère préfasciste ». Mailer semblait indécis, comme s'il voulait nous avertir de quelque chose que lui-même n'arrivait pas à définir. « Fascisme » n'est pas le bon terme, car il fait trop facilement référence à des précédents historiques, en nous renvoyant une fois encore aux images de l'oppression allemande ou italienne. A l'inverse, l'autoritarisme américain, comme l'a souligné le professeur Henry Giroux, « est plus nuancé, moins théâtral, plus subtil, moins attaché aux moyens de contrôle répressifs qu'aux moyens de contrôle par consentement. »

C'est ça l'Américanisme, la seule idéologie prédatrice qui nie qu'elle est une idéologie. La montée en puissance d'entreprises tentaculaires qui sont autant de dictatures et celle des militaires qui sont devenus un état dans l'état, planqués derrière une façade que 35.000 lobbyistes à Washington nous vendent comme la meilleure démocratie qu'on puisse trouver sur le marché, le tout accompagné d'une culture populaire programmée pour nous divertir et nous engourdir, est un phénomène sans précédent. C'est peut-être un peu exagéré, mais les résultats sont néanmoins évidents et reconnaissables. Denis Halliday et Hans von Sponeck, les hauts officiels des Nations Unies en poste en Irak durant le blocus américano-britannique, n'ont aucun doute d'avoir assisté à un génocide. Ils n'ont pourtant vu aucune chambre à gaz. Insidieusement, silencieusement, et même parfois présentés intelligemment comme une marche vers la civilisation, la troisième guerre mondiale et le génocide ont eu lieu et les victimes sont tombées les unes après les autres.

Dans la prochaine campagne électorale en Grande Bretagne, les candidats ne parleront de la guerre que pour chanter les louanges de « nos p'tits gars ». Les candidats sont tous les mêmes momies politiques enveloppés dans l'Union Jack ou le Stars and Stripes (respectivement, nom du drapeau britannique et américain – NdT). Comme Blair l'a exprimé avec un peu trop d'enthousiasme, l'élite britannique adore l'Amérique parce que l'Amérique les autorise à bombarder les indigènes et à se présenter comme un « partenaire ». Il faut mettre fin à leur jeu.

John Pilger

26 mars 2010

www.johnpilger.com

traduction VD pour le Grand Soir

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Passez-une-bonne-guerre-mondiale-braves-gens.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Passez-une-bonne-guerre-mondiale-braves-gens.html>

2-2 Nicolas Ténèze : Le phantasme du bouclier antimissile 1/3

Le bouclier de l'invincibilité

Fruit de la collaboration entre les industries militaires états-unienne et israélienne, les boucliers antimissiles devaient assurer à ces deux Etats la domination du monde.

Grâce à eux, ils auraient disposé d'un avantage exorbitant : pouvoir frapper sans crainte d'une riposte. Trente ans plus tard, la montagne a accouché d'une souris.

Rien ne fonctionne.

Seule la facture est exorbitante.

Dans ce premier article, Nicolas Ténèze analyse les idéologies qui ont marqué ces projets et retrace la longue liste des armes imaginées.

Les USA et la Russie s'affrontent aujourd'hui autour de l'installation d'un système antibalistique réparti en Pologne et en République Tchèque, officiellement mis en place pour parer une menace de leurs ennemis potentiels, spécialement ceux situés au Grand Moyen-Orient, l'Iran en tête. La défense antimissile est un souhait aussi ancien que l'apparition des missiles balistiques. Elle ambitionne de pouvoir frapper sans craindre de ripostes, c'est-à-dire de modifier l'équilibre de la terreur au risque de relancer la course à l'armement dans l'éternelle compétition entre l'épée et le bouclier. Elle modifie la règle du jeu de sorte que : « La guerre nucléaire n'est plus la guerre puisqu'elle vide le duel de son principe agonistique et lui substitue le meurtre d'une victime sans défense » (Poirier) [1].

Le bouclier antimissile est d'abord une préoccupation des deux Grands, concernés au premier chef. Mais beaucoup ignorent que ces protections furent voulues aussi par Israël, pour répondre à des impératifs autant stratégiques que culturels.

Les USA et Israël, alliés depuis longtemps, confrontés aux mêmes menaces, ont développé conjointement plusieurs programmes antimissiles. Ils témoignent d'un attachement culturel à l'intégrité de leur territoire (sécurité absolue, mythe de la frontière physique et technologique inviolable, supériorité technologique), persuadés que les traités internationaux et bilatéraux et les dissuasions multimodales ne sont pas assez efficaces. Intercepter un missile est complexe. En 1999, un rapport officiel états-unien indiquait qu'en raison de la courbe terrestre, un missile de croisière pouvait ne pas être détecté par un radar terrestre à moins de 32 km du point d'impact. Cela réduit d'autant la capacité de réaction, de décision, de précision et donc d'efficacité.

Ces boucliers ont récemment été critiqués d'abord pour leur coût élevé et leur piètre efficacité, ensuite pour leur inadéquation, comme l'a souligné Barack Obama dans son discours Prague [2]. Alors que les projets de boucliers sont relancés pour contenter les lobbies militaro-industriels, avec néanmoins de fortes réductions de voilure, l'administration états-unienne doute publiquement de leur faisabilité et de l'intérêt même d'intercepter des missiles balistiques et de théâtre. On ne peut expliquer cette contradiction sans opérer un rappel chronologique et critique sur les antimissiles que les Etats-Unis et Israël ont imaginés conjointement.

D'abord, nous énumérerons les raisons stratégiques et culturelles qui ont conduit à l'élaboration des boucliers antimissiles aux USA et en Europe. Puis, nous mettrons en exergue l'échec technique et financier des programmes MIM 104 Patriot/Arrow. Enfin, nous démontrerons que cette tendance s'est propagée aux antimissiles à énergie dirigée (programme THEL/Nautilus), au vu de leur impuissance face à de simples roquettes entre 2002 et 2009.

Les antimissiles ou la réciproque de la dissuasion

Les USA financent la protection d'Israël parce que, d'une part, les deux pays se sont engagés ensemble contre l'URSS et ses alliés, dont certains demeurent toujours menaçants.

D'autre part, parce que les éventuels adversaires de Washington savent qu'il suffit de menacer Israël pour obtenir des compensations, quelles qu'elles soient, puisqu'Israël possède des moyens de pressions aux USA et inversement. Washington et Tel-Aviv partagent la notion de *homeland*, qui, explique Kim Holmes [3], est « moralement défendable ». Les deux pays refusent « d'entrer dans le jeu de la vulnérabilité acceptée », tolérée par défaut face à l'URSS, mais à l'inverse inacceptable face aux « petits » pays, en partie parce que ces menaces peuvent, selon eux, être irrationnelles. Il demeure immoral que la stratégie du faible au fort permette à un « Etat voyou » d'enfreindre l'ordre voulu par les cinq membres permanent de l'ONU. A l'époque en effet, Oskar Morgenstern, créateur de la « théorie des jeux » qui prône l'offensive appliquée à la stratégie nucléaire [4], se heurte à Bernard Brodie qui estime que le principe de « Destruction Mutuelle Assurée » (MAD) fait dépendre « la sécurité des USA de la capacité du Kremlin à demeurer rationnel », ce qui est « inacceptable » [5].

C'est aussi le refus de la « fatalité » et du « syndrome de Pearl Harbour », c'est-à-dire une attaque surprise contre une hyperpuissance qui a l'habitude d'imposer à l'avance ses choix. Il s'agit d'éviter que Washington et Tel-Aviv ne ripostent avec des armes de destruction massive (ADM) à d'autres ADM. Les tenants de cette réflexion pensent qu'avec cette parade, on pourrait réduire le nombre de têtes nucléaires des bénéficiaires du bouclier (en soit dé-proliférer si l'on pousse la réflexion à l'extrême) et retrouver une liberté d'action sans conséquences [6]. C'est aussi s'offrir une protection intégrale (*full dimension*) à la fois contre le terrorisme, l'immigration, les trafics en tous genres et les ADM. Sans le bouclier, la dissuasion ne sert à rien. Il protège autant contre la destruction qu'envers la peur des frappes. C'est l'autre volet de la dissuasion, sa réciproque. « Je peux frapper sans craindre de représailles ».

Pour l'ensemble des nations occidentales, le bouclier revêt aussi une dimension morale. Dans la rhétorique des « démocraties », le *bouclier* (*shield* aux USA, *magen* pour Israël) est réservé aux États à préoccupations morales, qui préfèrent la défense plutôt que l'attaque. La première frappe nucléaire, bactériologique ou chimique serait dévolue aux puissances du Mal ; la défense et les représailles, associées à la seconde frappe, appartiendrait aux « démocraties », du moins en théorie, faisant bien sûr abstractions des réalités plus triviales.

Un *magen* technologique pour Israël

De part sa culture et son Histoire, le peuple juif et l'État israélien (deux entités différentes) ont appris malgré eux à vivre dans et avec un danger permanent. Israël, plus que tout autre État, attache une immense importance à la vie de ses citoyens-soldats, en parti grâce à la notion de peuple « élu » ou « choisi » (selon la traduction

communément admise). La société israélienne est particulièrement fière d'être la seule au monde à proposer (en théorie) à ses citoyens une organisation et des infrastructures susceptibles de la protéger contre toutes menaces. « Je n'existe que par le danger ; je me protège, donc je suis », pourrais résumer cette pensée. Par exemple, la devise du Shin Bet est : *Magen velo Yerahé*, c'est-à-dire « bouclier, sans reproche et invisible ». Cette digression s'étend aussi au concept de « Muraille de fer » de Zeev Jabotinsky, doctrine élaborée en 1923 par le théoricien du Grand Israël, se référant à la nécessité de créer une force de protection [7].

Contrairement à la France qui abandonna progressivement la ligne Maginot après avoir obtenu la bombe atomique [8], Israël continue à construire des barrières de sécurité et des fortifications, dont les caractéristiques rappellent parfois l'esprit du *limes* romain, c'est-à-dire la volonté d'obliger l'ennemi à combattre sur un terrain choisi et préparé à l'avance. L'une des maximes de Tsahal, *toar haneshek* c'est-à-dire « la pureté des armes », expression du théoricien sioniste Yitzhak Tabenkin, recouvre notamment l'idée de privilégier la défense « autant que possible » avant de penser à répliquer. Le bouclier doit réduire les effets des guerres et du terrorisme. La science peut le construire. D'où la notion développée par l'ingénieur Youval Neeman, l'un des « prêtres » de la dissuasion israélienne, de « bouclier technologique d'Israël » [9]. Elle incarne, selon lui, la supériorité technologique protectrice, conférant au génie scientifique juif une réponse civilisée et défensive à l'agressivité barbare et obscurantiste de l'adversaire.

La quête d'Israël de la pureté des armes (*toar haneshek*) et de la sécurité absolue (*bitakon*), est vouée à un échec permanent car ce dernier concept, par définition, n'existe pas. Israël possédait deux supériorités, une militaire, est une morale avec l'holocauste [10]. Le bouclier doit empêcher les guerres et le terrorisme ou du moins réduire leurs effets, ainsi que l'emploi par Israël, en représailles, de ses propres ADM et armes conventionnelles. Pour comprendre cette stratégie, il faut rappeler qu'Israël ne s'étend que sur une superficie très réduite, qu'il est un *one state bomb* c'est-à-dire qu'il peut être rasé par une seule bombe atomique et qu'une cinquantaine de pays dans le monde entretiennent avec lui des relations conflictuelles. Il ne peut donc se permettre de subir une destruction et une désorganisation complète de son armée, de son économie et de sa population, et doit concevoir sa défense comme préventive.

La notion même de bouclier s'inscrit dans une logique culturelle. Il est comme le rempart de la forteresse de Massada, la kippa, le talith (châle à franges), le mur des lamentations, à la fois symbole de civilisation, mais aussi obstacle (mur du temple) à la malédiction divine. Le « bouclier est aussi celui de la forteresse de Massada et de la *laager mentality*. Protéger coûte que coûte une terre promise, offerte, prise par la force, méritée et mises en valeur par le choix des armes défensives. Bien que les spécialistes lui confèrent pléthore de signification, la *magen* est le soleil, l'entremêlement de la Trinité divine et de la trinité humaine. La tradition rapporte que David, pourchassé par Saul, se réfugie dans une grotte. Les soldats y entrèrent mais David se dissimula sous une toile d'araignée (en forme d'étoile) qui le protégea. Cette notion de bouclier se retrouve partout dans la société israélienne, comme dans la devise du Shin Bet déjà citée [11].

Le principe d'interception : Missile ou laser

Dès 1945, les alliés comprennent que pour intercepter un V-2 (père du Scud), dont la vitesse dépasse de loin celle de n'importe quel projectile classique, il faut le percuter avec un engin du même type. Les premières études conduites par l'US Air Force répondent aux caractéristiques suivantes : carburant liquide, tête à fragmentation et vitesse supersonique.

En février 1957, le programme Nike Zeus, prévu contre des missiles nucléaires et des bombardiers stratégiques, est conçu dans cette optique, afin de réduire l'avance des Soviétiques, qui possèdent plus de missiles. Pour la première fois, on couple au sein d'un même système un BAMB (*Ballistic Missile Boost Intercept*) et un radar, afin d'avoir la possibilité de détruire, depuis l'espace, un missile durant sa phase ascensionnelle (*boost phase*). Les antimissiles sont même décrétés cause nationale prioritaire à partir du 16 janvier 1958 par le secrétaire à la Défense Neil H. McElroy. Suivront d'autres modèles d'antimissiles jusqu'en 1976.

Afin de stopper la prolifération des missiles et de leurs parades, Nixon et Brejnev signent, le 26 mai 1972, le traité ABM proscrivant tout antimissile couvrant l'intégralité d'un territoire. Les deux Grands s'auto-limitent à la défense d'un seul site à l'aide de 100 intercepteurs chacun. L'URSS choisit Moscou et les USA les silos stratégiques de Grand Forks. Mais les recherches dans chaque camp continuent. On se rend compte que des antimissiles à têtes nucléaires sont inefficaces car la déflagration paralyserait l'électronique au sol.

Le concept d'interception se modernise et s'étend à deux types d'engins, les uns basés à terre et les autres dans l'espace : des intercepteurs *hit-to-kill* avec un véhicule tueur (EKV) et des systèmes lasers antimissiles et antisatellites. Les systèmes d'alerte avancée au sol ou en orbite prennent en compte l'évolutivité de la prolifération et privilégient l'interception multicouches afin de pouvoir détruire un missile durant n'importe quelle phases de son vol. La meilleure solution reste l'interception à mi-course (au moment où il perd de la vitesse avant d'en regagner en descendant).

L'histoire des projets antimissiles aux USA et en Israël est confuse et difficile à suivre, car elle porte sur une pléthore de systèmes qui s'additionnent, s'annulent ou se complètent. Cette profusion est imputable au souci politique de ménager les entreprises créatrices des anciens boucliers, même s'ils sont déclarés obsolètes, en conservant d'anciennes parades que l'on ajoute aux nouvelles. Cette accumulation se justifie au plan militaire car elle permet de multiplier les couches interceptrices. Elle permet aussi de rentabiliser tous les systèmes. Pour résumer, plus la menace est diffuse, faible et mal définie, plus le programme antimissile afférent est ambitieux et coûteux.

Ce tableau, non exhaustif, recense les divers systèmes israéliens et états-uniens installés en Israël, que nous allons évoquer :

Homa

| Nom du système | Principaux constructeurs | Coût en R&D | Portée en km | Type | Études | Mise en service | Cibles |
|----------------|---|---------------------|--------------|----------------------|-------------|-----------------|---------------------------------|
| Pac 1 | Raytheon, Tass, Rafael, Tadiran, Lockheed, IAI | 9,5 milliards de \$ | De 10 à 90 | Anti-missile sol-air | Années 70 | 1984 | Missiles de théâtre |
| Pac 2 | Idem | | | Anti-missile sol-air | Années 80 | 1991 | Théâtre et portée intermédiaire |
| Pac 3 | Idem | 7,5 milliards de \$ | De 15 à 20 | Anti-missile sol-air | Années 90 | 1998 | Théâtre et portée intermédiaire |
| Aegis | | | | Antimissile mer-air | | | |
| Arrow 1 | Rafael, Tadiran, IAI (MLM, Elta) Boeing TRW (Northrop), Elbit, Boeing, Rockwell, Electro-Optics Industries, MBT Systems & Space Technology, Tass IMI, Tamam, Ramta, Lockheed Martin et Raytheon | 158 millions de \$ | | Anti-missile sol-air | Années 80 | 1988 | |
| Arrow 2 | Idem | 330 millions de \$ | | Anti-missile sol-air | | 1992 | Théâtre et portée intermédiaire |
| Arrow 3 | Idem | 200 millions de \$ | | Anti-missile sol-air | Années 2000 | | |

Magic Wand et Iron Dome - Short Range Ballistic Missile Defense (SRMBD)

| Nom du système | Principaux constructeurs | Coût en R&D | Portée en km | Type | Études | Mise en service | Cibles |
|---|---|---|----------------|----------------------|-------------|-----------------|--|
| Nautilus/airborne laser | Northrop Grumman TRW, Rafael, Tadiran et Elta | 470 millions de \$ | De 0 à 40 | Laser | Années 2000 | Années 2000 | Roquettes |
| Voûte de Fer Kipat HaBarzel | Rafael | 811 millions de NIS ou 180 millions de \$ | De 40 à 70 | Anti-missile sol-air | Années 2000 | 2010 | Roquettes |
| Stunner/David Sling | Raytheon/Rafael | 263 millions de \$ | De 40/70 à 250 | Anti-missile | Années 2000 | 2010 | Tous usages |
| Skyguard | Northrop Grumman | | | Laser | Années 2000 | | |
| Iron-Dome Wide Area Counter-RAM system | Rafael, Elta | | De 0 à 70 km | Anti-missile sol-air | Années 2000 | 2010-2011 | Roquettes courtes portées |
| Thaad | Lockheed | | 150 km et plus | | | 2011 | |
| Navy theater wide defense | | | 200 km et plus | | | 2011 | Missiles balistiques |
| Vulcan-Phalanx Weapon Systems Centurion | Raytheon | 25 millions de \$ par unité | | Canon Gatling | | 2005-2007 | Roquettes |
| Barak | Rafael, IAI | | De 10 à 150 km | Antimissile mer-air | | 1991 | Roquettes, missiles de théâtre et portée intermédiaire |

Sniper Sensor-to-Shooter System

| Nom du système | Principaux constructeurs | Coût en R&D | Portée en km | Type | Études | Mise en service | Cibles |
|----------------------------------|--------------------------|---------------------|--------------|--------|-------------|-----------------|----------------------|
| Drone | IAI | | Atmosphère | | | | Tous usages |
| Airborne laser | Boeing | 6.1 milliards de \$ | Atmosphère | Laser | Années 2000 | 2006 | Missiles balistiques |
| Antimissiles pour blindés | | | | | | | |
| Nom du système | Principaux constructeurs | Coût en R&D | Portée en km | Type | Études | Mise en service | Cibles |
| Trophy | Raphaël | 70 millions de \$ | | Leurre | Années 2000 | 2011 | Missiles Antichars |
| Quick Kill | Raytheon | | | Leurre | Années 2000 | 2011 | Missiles Antichars |

Coût officiel de la défense antimissile israélo-américaine et coût réel de la R&D entre 2002 et 2007

Source : United States of America, « The Missile Defense Program, Fiscal Year 2003 Budget », Closed Hearing, Unclassified Statement of Lieutenant General Ronald T.

Kadish, Missile Defense Agency Before the House Appropriations Committee Defense Subcommittee, jeudi 28 février 2002

Budget alloué par année fiscale et en millions de dollars

Les systèmes antimissiles par véhicules tueurs

Source : United States of America, Département de Défense, « Missile Defense Agency », The Missile Defense Program 2009-2010, p.11

(A suivre...)

[1] Hervé Couteau-Begarie, *Traité de Stratégie*, 2ème édition (Economica, 1999), 1005 pages, p. 423.

[2] « Speech by Barack Obama dealing with nuclear issues », *Réseau Voltaire*, 5 avril 2009.

[3] « Par-delà la destruction mutuelle assurée : le rôle d'une défense antimissile pour assurer la paix et la stabilité », par Kim Holmes, in *Politique étrangère*, 4ème trimestre 2001, p. 881.

[4] *The question of national defense*, par Oskar Morgenstern (Random House, 1959).

[5] « L'obsession antimissile des USA », par Bernard Brodie, in *Le Monde Diplomatique*, juillet 2007.

[6] « Le bouclier antimissile ou le retour de l'invulnérabilité américaine », in *Armées d'Aujourd'hui*, septembre 2007, p.26.

[7] *Histoire de la droite israélienne*, par Marius Schattner (Edition Complexe, 1991), p.70.

[8] *La ligne Maginot, mythe et réalité*, par Nicolas Ténèze (Editions Lavauzelle, 2006), p. 288.

[9] « Youval Neeman : Ma rencontre avec le 'Ben-Gourion' de la Science en Israël », par Daniel Rouach, *Israel Valley*, 27 avril 2006.

[10] Le choix d'un terme religieux chrétien pour désigner l'évènement que les historiens décrivent comme « la destruction des juifs d'Europe » vise à entretenir le sentiment de culpabilité des Européens. Et, partant de là, à en faire les débiteurs d'Israël. Ndlr.

[11] Le service est issu du service de renseignement de la Haganah, le Shaï, fondé le 9 mars 1949 par Ben-Gourion, incorporé dans Tsahal sous le numéro 184.

Nicolas Ténèze,

Nicolas Ténèze,

Doctorant en histoire de l'Institut d'études politiques de Toulouse. Sa thèse, financée en partie par l'Institut des hautes études de la Défense Nationale (IHEDN), porte sur la dissuasion conventionnelle et non-conventionnelle israélienne.

19 mars

Source : Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/...>

2-3 James Petras : L'aveu des présidents des principales organisations juives américaines.

Le Mossad vient en Amérique : Escadrons de la mort sur invitation

Le Daily Alert (DA), principal organe relayant la propagande des présidents des principales organisations juives américaines (PMAJO) a donné son appui total à la pratique israélienne des assassinats extrajudiciaires et extra territoriaux.

Face à la réprobation gouvernementale mondiale (à l'exception de la Maison Blanche et du congrès des USA sous occupation sioniste), les PMAJO soutiennent servilement n'importe quel meurtre brutal commis par la police secrète israélienne quels que soient le lieu ou le moment où il est perpétré. L'assassinat récent d'un chef du Hamas, Mahmoud Mabhouh, à Dubaï en est l'exemple.

Les PMAJO ont défendu toutes les actions criminelles du Mossad allant jusqu'au meurtre, et comprenant le vol d'identités, le vol ou la falsification de passeports et de documents officiels de plusieurs pays européens vraisemblablement alliés de l'Etat sioniste.

Parmi les agents du Mossad qui sont entrés à Dubaï pour tuer Mabhouh, douze d'entre eux ont employé des passeports britanniques, volés ou faux, trois ont utilisé un passeport australien, trois, un passeport français, un, un passeport allemand et six un passeport irlandais. Ces agents ont pris l'identité de citoyens européens afin de commettre un meurtre dans une nation souveraine.

A nouveau, les PMAJO démontrent que leur loyauté va en priorité à la police secrète israélienne, même lorsque celle-ci viole la souveraineté d'importants alliés des USA. Il n'y a pas de doute que les PMAJO soutiendraient aisément le Mossad israélien, même s'il était avéré qu'il avait utilisé des documents étasuniens pour assassiner Mabhouh. En fait, on sait que deux des 26 assassins israéliens, porteurs de faux passeports irlandais et britanniques sont entrés aux USA après l'assassinat et pourraient être toujours ici.

La position adoptée par le Daily Alert et les PMAJO pour défendre l'acte terroriste international commis par Israël a suivi plusieurs lignes d'attaque, qui seront discutées ci-dessous.

Celles-ci incluent : (1) blâmer la victime,

(2) prétendre que les meurtres extrajudiciaires extra sont légaux,

(3) minimiser le meurtre de « un » individu,

(4) détourner l'attention portée aux Sionistes en blâmant 'd'autres Arabes'

(5) comparer favorablement les assassinats du Mossad aux massacres des USA en Afghanistan,

(6) banaliser et relativiser la condamnation mondiale,

(7) citer l' « autodéfense » ,

(8) vanter « les prouesses opérationnelles » de l'assassinat et

(9) discréditer les enquêteurs de la police de Dubaï plutôt que les assassins israéliens.

Les articles abrégés, cités dans le Daily Alert, ont paru dans les pages op-ed de plusieurs journaux des USA, du R-U, du Canada et d'Israël, ainsi que dans des magazines de droite comme Forbes et Commentary. La technique sioniste de propagande consiste principalement à éviter toute discussion des crimes flagrants commis par Israël contre la souveraineté, le jugement en bonne et due forme, le droit international et la sécurité personnelle des individus. Ce faisant, le Daily Alert adopte les techniques de propagande communes à tous les régimes totalitaires pratiquant le terrorisme d'Etat.

(1) Blâmer la victime

Le 22 février, le Daily Alert (DA) a mis en gros titres deux articles intitulés : « L'officiel du Hamas tué, a été trahi par des collègues, déclare le chef de la police de Dubaï » et « Hamas : L'agent assassiné avait pris des risques ».

Le DA a oublié de mentionner que la police secrète israélienne avait pisté sa proie pendant plus d'un mois (n'ayant pas réussi à l'assassiner lors de six tentatives précédentes) et que le chef de la police de Dubaï ne blâmait pas les officiels du Hamas ; il était plutôt occupé à accumuler des preuves, des déclarations de témoins, les vidéos et les documents prouvant l'identité israélienne des assassins. Inutile de dire, que si nous devons admettre l'argument des sionistes étasuniens selon lequel tout adversaire important d'Israël qui voyage sans une armée de gardes du corps, « se met en danger », alors nous serions forcés de reconnaître que nous vivons dans un monde anarchique où les pelotons d'exécution israéliens ont tout loisir de commettre des meurtres n'importe où et n'importe quand.

(2) Prétendre que le meurtre extrajudiciaire, extra territorial est « légal » (du moins si les tueurs appartiennent au Mossad)

Les numéros du 22 février et du 24 février du DA incluent deux articles prétendant que la pratique israélienne des meurtres extrajudiciaires et extra territoriaux est légale. Un article est intitulé, « La légalité du meurtre d'Al Mabhoud al Mahmoud du Hamas » et l'autre, « Le meurtre proportionnel d'Al Mabhoud al Mahmoud ». Ces articles évitent toute référence au droit international, lequel exclut catégoriquement les meurtres extra territoriaux commis sous les auspices d'un État. Pour les PMAJO, la légalité, est ce que l'appareil de la police secrète israélienne considère comme indiqué pour atteindre son but qui est d'éliminer les dirigeants qui s'opposent à son occupation coloniale et à l'expropriation des terres palestiniennes.

Si l'assassinat extrajudiciaire, extra territorial d'un adversaire à Dubaï est légal pourquoi ne pas assassiner des opposants aux USA, au Canada, en Angleterre ou dans n'importe quel pays où ils pourraient voyager, vivre, travailler ou écrire ? Et qu'en serait-il si ceux qui critiquent et s'opposent à Israël décidaient qu'il est maintenant « légal » d'assassiner les partisans d'Israël où qu'ils vivent, en citant la définition de la légalité donnée par le Daily Alert. Nous nous trouverions alors dans un monde anarchique où les meurtres et la surveillance frontalière totalitaire seraient « légaux ».

(3) Minimiser le meurtre

Les éditions du Daily Alert en date des 22, 24, et 25 février détournent l'attention du meurtre commis par le Mossad en le comparant à celui des centaines de civils afghans tués par des attaques de drones USA.

L'argument est que « les assassinats ciblés » sont moins criminels que les tueries. Le problème avec ce type de raisonnement est que pendant des décennies, le Mossad a « ciblé » des dizaines d'opposants à l'étranger et a tué des milliers de Palestiniens dans les territoires occupés (en collaboration avec la police secrète nationale, le Shin Beth, et les militaires des FID). En outre, établir un lien entre les exécutions extrajudiciaires israéliennes et les meurtres colonialistes perpétrés par les USA en Afghanistan ne peut être une défense ni dans un cas ni dans l'autre. En impliquant les USA dans sa défense de la terreur d'État, Israël s'approprie les pires aspects de

l'impérialisme américain pour justifier son propre comportement politique. Les crimes d'un État ne justifient en rien ceux d'un autre État.

(4) Accuser les Arabes : détourner l'attention d'Israël

L'article publié dans le DA du 22 février intitulé « L'assassinat répercuté autour du monde » insinue que le meurtre « résultait d'une lutte de pouvoir au sein du Hamas » ou qu'il « était le fait d'un des nombreux groupes arabes qui détestent le Hamas islamiste ».

En d'autres termes, tous les passeports européens fabriqués ou volés à des citoyens israéliens ayant une double nationalité, et les vidéos de sécurité de Dubaï montrant les agents du Mossad dans divers déguisements, sans parler de la jubilation avec laquelle les dirigeants israéliens ont confirmé l'assassinat, correspondaient en fait à « une ruse arabe ». Cette grossière manœuvre de propagande de la part d'organisations juives étasuniennes de premier plan illustre leur descente dans un domaine fantaisiste de délusion qui n'est possible que dans le monde fermé des politiques sionistes étasuniennes.

(5) Vanter la prouesse technique

Dans plusieurs de ses articles, le DA fait l'éloge des prouesses techniques du Mossad pour l'assassinat commis à Dubaï, évaluation avec laquelle peu d'experts de sécurité d'Israël seraient d'accord. L'article du DA du 24 février intitulé, « L'assassinat a été planifié avec habileté » s'en prend à ceux qui critiquent Israël parce qu'ils ne reconnaissent pas la qualité « des aspects opérationnels » des assassinats et recommande les « leçons qui peuvent en être tirées par tous les services des renseignements autour du monde ». Comme des psychopathes et des assassins en série, les sionistes des USA encouragent ouvertement les autres terroristes d'État à adopter les techniques utilisées par les escadrons de la mort israéliens. Pour le DA, les techniques professionnelles d'assassinat sont bien plus importantes que la répugnance morale universelle que suscitent les meurtres politiques.

(6) Discréditer les enquêteurs tout en défendant les criminels

Dans son édition du 25 février, le DA a cité une longue et tendancieuse attaque contre la police de Dubaï, publiée dans Forbes Magazine, qui ridiculise sa minutieuse enquête révélant le rôle du Mossad dans le meurtre. Dans cet article, les autorités de Dubaï sont blâmées pour avoir découvert la participation israélienne sans examiner la provenance du passeport irakien de la victime... ! Un passeport irakien ! Au lieu d'encourager la police de Dubaï dans sa quête de justice, le Daily Alert a publié une longue diatribe impliquant Dubaï dans les attaques du 9 septembre, critiquant ses liens commerciaux avec l'Iran, son « implication » dans le terrorisme international etc. Il n'est pas question de la position relativement amicale de Dubaï à l'égard d'Israël et des Israéliens avant que le Mossad ne viole ostensiblement sa souveraineté.

Conclusion

La campagne de propagande sioniste étasunienne soutenant le terrorisme d'État israélien et, spécifiquement, le meurtre par le Mossad d'un chef du Hamas à Dubaï, se fonde sur des mensonges, des dérobades et des arguments légaux spécieux. Cette « défense » viole tous les préceptes d'une société civilisée aussi bien que des lois fédérales étasuniennes les plus récentes interdisant toute forme de soutien au terrorisme international. Les PMAJO peuvent continuer à défendre des actes de terrorisme international perpétrés avec impunité aux USA par le Mossad à cause du pouvoir qu'ils exercent sur le congrès étasunien, la Maison-Blanche d'Obama et la grande presse étasunienne.

Ils peuvent ainsi imposer leur seule version des événements, leur définition de la légalité et les législateurs entendront leurs mensonges dont se feront l'écho les militants sionistes et que se chargeront d'embellir solennellement les défenseurs d'Israël dans les cercles universitaires et journalistiques. Pour neutraliser la défense sioniste étasunienne de la pratique israélienne des exécutions extra territoriales et extrajudiciaires perpétrées par le Mossad, il nous faut mobiliser des auteurs et des universitaires étasuniens. Il est temps de dénoncer la fragilité des arguments des militants sionistes, l'audace de leurs mensonges et leur immoralité. Il est temps de s'élever contre leur impunité avant que la police secrète israélienne ne perpétue un autre crime, éventuellement à l'intérieur des USA avec la complicité éhontée de ses complices sionistes.

Les autorités de Dubaï ont trouvé des preuves évidentes du soutien fourni à l'équipe d'assassins du Mossad par des sionistes européens. Les hôtels, les billets d'avion et les dépenses ont été payés avec des cartes de crédit émises aux USA. Deux des tueurs sont peut-être actuellement aux USA. En viendra-t-on à ce que des sionistes étasuniens, qui défendent ouvertement et inconditionnellement les assassinats du Mossad, franchissent la limite entre la propagande et l'action pour devenir complices de ses actes ? La défense robuste par les sionistes étasuniens des assassinats du Mossad n'est pas de bon augure pour la sécurité des Américains face aux complices étasuniens complaisants d'Israël.

Auteur: [James Petras](#)

Source : [l'auteur- Mossad Comes to America: Death Squads by Invitation](#)

Article original publié le 3/3/2010

[Sur l'auteur](#)

James Petras est un auteur associé à [Tlaxcala](#), le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

Traduit par Anne-Marie Goossens

Source de cette traduction : [Info-Palestine.net](#)

URL de cet article sur [Tlaxcala](#) : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=10198&lg=fr>

2-4 Ennahar/ Mohammed Ben Kemoukh : Israël envisage de rapatrier 10.000 juifs d'Algérie.

Un membre du Knesset : les biens des juifs en Algérie s'élèvent à plus de 2 milliards de dollars. Certains y occupent des postes importants.

Les membres du Knesset israéliens étudieront demain matin, lors d'une session ouverte, l'affaire des algériens d'origines juives dont la majorité vit dans des pays européens.

N. M. Shlomo, du parti Kadima, à l'origine de la proposition de rapatriement des juifs algériens a, dans une déclaration à la radio israélienne avant-hier, fait savoir que le rapatriement des Falasha éthiopiens touchera dans les années à venir plusieurs pays africains où vit un grand nombre de juifs, considérant leur rapatriement vers Israël comme un devoir sacré, avant d'ajouter qu'Israël doit élargir les projets de colonisation et la construction de nouvelles colonies afin de pouvoir accueillir les nouveaux arrivants dans le but de renforcer la société juive israélienne et récupérer leurs biens dans ces pays.

Ce membre du Knesset a cité, lors de son intervention, les algériens d'origines juives dont il a estimé le nombre à 10.000 personnes.

Nombre d'entre eux pratiquent toujours les us et coutumes religieuses juives en cachette de peur des représailles de la part des algériens, notamment que le régime algérien interdit, selon lui, ces pratiques aux juifs qui sont minoritaires.

Les juifs algériens, selon le membre du Knesset, représentent une force politique dans le pays où, nombre d'entre eux occupent des postes supérieurs dans l'état mais qui trouvent des difficultés à convaincre les algériens d'établir des relations, même partielle, avec Israël, à l'instar de certains pays qui contribuent actuellement à faire aboutir les négociations de paix entre israéliens et palestiniens et à leur tête l'Egypte.

Selon ce membre du Knesset israélien, les biens, essentiellement immobiliers, appartenant aux juifs d'Algérie s'élèvent à plus de deux milliards de dollars.

Et d'ajouter qu'il serait facile de faire pression sur le gouvernement algérien, afin de lui faire changer sa position vis-à-vis d'Israël.

Concernant la méthode et les moyens pour rapatrier les juifs algériens à, ce qu'il appelle leur pays d'origine, il répondit que la commission du Knesset qui se réunira demain présentera plusieurs propositions et que Netanyahu devra prendre très au sérieux. Il ajoute que les juifs algériens sont en contact permanent, direct et indirect avec les responsables du gouvernement israélien, citant les algériens résidents en France, en Espagne et en Allemagne qui entretiennent des relations directes avec les ambassades israéliennes dans ces pays et contribuent avec leur argent, leurs moyens et consacrent leur temps à soutenir les associations juives actives dans les domaines sociaux et culturelles et publient leurs écrits et leurs études sous des pseudonymes afin d'éviter toute persécution par le régime algérien.

Les déclarations de ce responsable israélien doivent pousser au contrôle des mouvements membres de la communauté algérienne à l'étranger qui peuvent succomber à la trahison et à l'espionnage et même de rejoindre les rangs des groupes terroristes qui sont manipulés par Israël et qui représentent une menace pour la stabilité des pays arabes.

Ennahar/ Mohammed Ben Kemoukh

14/03

<http://ennaharonline.com/fr/news/4125.html>